LES GRÈVES BELGES

Broch F
C.I.R.A.
13974

La signification des grèves belges

Témoignages et reportages sur le déroulement des grèves

Les leçons des grèves belges

La "Loi unique" et les réformes de structure

★

PUBLIÉ PAR

SOCIALISME OU BARBARIE

SOCIALISME OU BARBARIE

Paraît tous les trois mois

42, rue René-Boulanger, PARIS-X^e^

Règlements au C.C.P. Paris 11 987-19

Comité de Rédaction :

Ph. GUILLAUME — F. LABORDE — D. MOTHE

Gérant : P. ROUSSEAU

Le numéro	3 N.F.
Abonnement un an (4 numéros)	10 N.F.
Abonnement de soutien	20 N.F.
Abonnement étranger	15 N.F

Volumes déjà parus (I, n^os^ 1-6, 608 pages ; II, n^os^ 7-12, 464 pages ; III, n^os^ 13-18, 472 pages ; 5 N.F. le volume. IV, n^os^ 19-24, 1 112 pages ; V, n^os^ 25-30, 648 pages : 10 N.F. le volume).

L'insurrection hongroise (Déc. 56), brochure..	1,00 N.F.
Comment lutter ? (Déc. 57), brochure	0,50 N.F.

La signification des grèves belges

La vague de grèves qui, du 20 décembre au 18 janvier, a couvert la Belgique et étonné le monde est sans doute, après les événements de Pologne et de Hongrie en 1956, l'événement le plus marquant du mouvement ouvrier depuis la guerre. Pour la première fois depuis de longues années, le prolétariat d'un pays industrialisé et riche descend par centaines de milliers dans un combat qui le met directement aux prises avec le gouvernement capitaliste. Comme toujours dans ces cas, la classe ouvrière rassemble immédiatement autour d'elle tout ce qui n'est pas pourri dans la population — c'est-à-dire l'immense majorité. Les petits commerçants de Wallonie participent aux manifestations ; les femmes, plus combatives encore que les hommes, renforcent les piquets de grève ; comme à Budapest, la jeunesse presqu'entière se mobilise contre l'Etat et des garçons de quinze ou dix-sept ans forcent les cordons qu'opposent aux manifestants flics et dirigeants syndicaux ; les barrières entre les ouvriers et les intellectuels qui se rangent de leur côté fondent au feu de bois des piquets de grève. Le soldat de métier qui monte la garde sur un pont dit : « Je ne tirerai jamais sur pareil à moi », et les curés déclarent que la cause des ouvriers est juste. Dans toute la Wallonie, le signe d'une situation révolutionnaire est présent pendant trente jours dans l'extraordinaire unification de la population, la solidarité totale entre ceux qui luttent, l'abolition des distances entre les individus, les professions et les âges.

Le signe d'une situation révolutionnaire on le trouve aussi dans l'origine du mouvement. Depuis de longs mois, le Gouvernement prépare la cuiller destinée à vider l'océan de la pagaille capitaliste ; depuis de longs mois, la bureaucratie syndicale et politique bavarde et brandit des menaces symboliques de grève d'une ou de vingt-quatre heures. Mais lorsque la Loi unique vient devant le Parlement, les ouvriers sans plus attendre des ordres, prennent l'affaire entre leurs mains et déclenchent la grève. C'est parmi les plus exploités que le mouvement a, encore une fois, trouvé son origine : les ouvriers communaux. Et l'extension de la grève dans la sidérurgie est marquée, dans plusieurs cas, par de violentes bagarres entre les ouvriers et les délégués syndicaux.

J.P.P.

Mais si l'on peut discerner facilement dans les événements de Belgique le caractère des grands mouvements prolétariens, il importe d'en reconnaître les limites, qui furent aussi les conditions de l'échec final. Les ouvriers ont commencé par élire, dans plusieurs endroits, des Comités de grève formés de travailleurs du rang ayant joué un rôle dans le déclenchement du mouvement. Mais dès que les syndicats ont ratifié le mouvement auquel ils ne pouvaient plus s'opposer, ils ont pu facilement imposer partout leurs Comités de grève, en fait nommés par les sommets. Nulle part, par la suite, on ne discerne une tentative des travailleurs de former *leur propre direction autonome*. Tout en se méfiant de la bureaucratie syndicale et politique, la méprisant, parfois la huant, le prolétariat belge ne parvient pas en fait à se dégager de son emprise, à s'affirmer comme direction de soi-même et de la société, à créer un embryon quelconque de nouvelles institutions — comme l'ont été en d'autres circonstances les Comités de grève vraiment représentatifs, les Comités d'usine, les Conseils ouvriers ou les Soviets. Malgré certaines difficultés, la bureaucratie syndicale parvient à conserver d'un bout à l'autre le contrôle du mouvement.

On retrouve ce manque d'autonomie du prolétariat lorsqu'on regarde les *objectifs* du mouvement. La disproportion entre l'ampleur et l'acharnement de la lutte ouvrière, d'un côté, et le but formulé et apparent de cette lutte — le retrait de la Loi unique — de l'autre côté, est telle qu'on serait tenté de dire que le mouvement n'avait pas d'objectif, en tout cas pas d'objectif méritant qu'on en parle. Que la bureaucratie n'ait ni pu ni voulu donner au mouvement d'autres buts, cela se comprend trop facilement ; quels pourraient-ils être ? Pour la bureaucratie, l'immense lutte populaire n'était qu'une immense cause d'embarras, car, avec les proportions qu'elle a prises, elle n'était pas *utilisable*. Elle aurait pu tout au plus être utilisée pour forcer la formation d'un gouvernement à participation socialiste ; il est devenu rapidement clair que la bourgeoisie n'en voulait à aucun prix. Pour l'y obliger, la bureaucratie aurait dû radicaliser la lutte, chercher les combats de rue, s'attaquer à l'appareil d'Etat — bref, faire ce qu'une bureaucratie réformiste a toujours été organiquement incapable de faire. D'un bout à l'autre de la lutte, la bureaucratie a été prise dans cette contradiction insurmontable. Radicaliser le mouvement, c'était se tourner contre cet appareil d'Etat qu'elle a dirigé hier, qu'elle se prépare à diriger à nouveau demain, dont elle fait de toute façon partie. S'opposer de front aux travailleurs c'était se couper définitivement d'eux, démolir le fondement de sa propre existence, sans grande chance de maîtriser les événements. De là sa tactique exclusivement dilatoire, l'attente de l'usure de la grève, son refus de l'ordre de grève générale, son refus de la marche sur Bruxelles, sa menace d'abandon de l'outil destinée à calmer

les grévistes et jamais réalisée. Tout autant et pour les mêmes raisons, la bureaucratie était-elle incapable d'assigner au mouvement un objectif réel quelconque.

On serait tenté de dire que le mouvement n'avait pas d'objectif — et ce serait faux. Six cent mille salariés en grève, plus d'un million de personnes si l'on compte tous ceux qui ont participé au mouvement, n'ont pas lutté pendant trente jours, consenti des sacrifices énormes, sans *vouloir* quelque chose d'autre et de plus important que le retrait d'une réforme budgétaire à tout prendre plus bénigne que les mesures prises par de Gaulle et Pinay en décembre 1958. Ce que les travailleurs en lutte voulaient, transparaît dans le choix qu'ils font de leurs ennemis, des immeubles qu'ils attaquent, dans les slogans qui sortent de la foule — « Les banquiers doivent payer » —, dans ceux qu'elle reprend le plus volontiers — « Les usines aux ouvriers ». Les travailleurs voulaient lutter contre le régime capitaliste. Mais cette volonté ils n'ont pas pu la formuler explicitement, ni lui donner la forme d'objectifs déterminés, d'un programme au sens le plus large de ce terme. Le prolétariat belge n'a pas pu se donner une perspective *positive*, et, pour cette raison, même le côté « négatif », purement défensif de sa lutte, n'a pas pu aboutir.

On se trouve donc devant une contradiction frappante entre la combativité de la classe ouvrière, sa solidarité, sa conscience de son opposition en tant que classe à la classe et à l'Etat capitalistes, sa méfiance de la bureaucratie, d'un côté ; et, d'un autre côté, la difficulté pour l'instant insurmontable qu'elle rencontre pour se dégager de l'emprise de cette bureaucratie, assumer positivement la direction de ses affaires, créer ses propres institutions, formuler explicitement ses objectifs. Quelle est l'origine de cette contradiction, et comment pourra-t-elle être surmontée ?

Disons tout de suite que les grèves belges traduisent d'une façon typique la situation du prolétariat dans une société capitaliste moderne. Tout d'abord, elles relèguent à leur juste place — le Musée des monstruosités théoriques — les conceptions qui proclamaient la disparition du prolétariat, la fin de la lutte des classes, etc. Dans un pays fortement industrialisé, à niveau de vie supérieur à la moyenne européenne, le prolétariat s'est battu comme classe contre les capitalistes ; et il s'est battu contre le régime, non pas pour sa modernisation. Tout autant, elles montrent le caractère caduc d'un certain nombre de schémas d'un pseudo-marxisme conservateur. Ce ne sont pas les « mécanismes inexorables de l'économie capitaliste », mais la tentative d'Eyskens d'éliminer la pagaille d'un secteur de l'économie capitaliste, qui a déclenché les luttes et failli mettre par terre la bourgeoisie belge.

Mais ce que l'on constate surtout, c'est que dès qu'il lui faut passer au plan de l'action *politique* — qui vise l'ensemble de la société —, le prolétariat rencontre des difficultés pour

l'instant insurmontables. L'emprise de la bureaucratie, l'habitude de confier la gestion de ses affaires aux « responsables », le *désapprentissage* des affaires de la société sont devenus tels que dans un pays de vieille tradition de luttes ouvrières, l'idée qu'un réseau de Comités de grève, indépendant des syndicats et responsable devant les travailleurs, aurait dû se constituer aussitôt, ne se fait pas jour, même pas parmi les militants les plus à gauche ; l'idée que cette énorme lutte peut être le point de départ d'un combat pour la transformation socialiste de la société, encore moins.

Il serait complètement superficiel d'attribuer ce phénomène à des conditions locales et, par tant, « accidentelles ». Dans tous les pays modernes, la même difficulté est virtuellement présente, résultat d'un demi-siècle de bureaucratisation du mouvement ouvrier et de la société en général.

Comment cette situation peut-elle être surmontée ? La classe ouvrière belge — et avec elle, les éléments les plus conscients du prolétariat européen — vient de faire une expérience cruciale de la bureaucratie, et c'est là sans doute la *première* condition d'un changement de l'attitude ouvrière contemporaine face au problème général de la société.

Mais à elle toute seule cette expérience peut rester totalement insuffisante — et conduire simplement à la démoralisation, qui n'a jamais rien appris à personne — si un travail n'est pas fait pour en dégager, *avec* les ouvriers belges et *pour* eux, les leçons, pour les formuler clairement, pour tracer une perspective *positive* de lutte pour la transformation de la société. Ce travail, seule une organisation révolutionnaire peut le faire ; une organisation qui ne vise pas à se substituer à la classe, ni à la diriger, mais à être un des instruments que celle-ci utilise pour sa libération. Déjà lors des grèves une telle organisation, si elle avait existé, aurait pu jouer un rôle capital : des idées comme l'élection des Comités de grève, leur fédération sur le plan national, des objectifs de caractère socialiste auraient pu être présentés à la classe ouvrière et défendues devant celle-ci, et cela aurait pu modifier radicalement l'allure et l'évolution des luttes.

Nous sommes heureux de pouvoir annoncer aujourd'hui que des camarades belges, avec la coopération de notre organisation *Pouvoir Ouvrier* de France, travaillent depuis les événements à la constitution d'une organisation révolutionnaire en Belgique.

Paul CARDAN.

Témoignages et reportages sur le déroulement des grèves

La grève vue par ceux qui l'ont faite

Les textes qui suivent proviennent de camarades, ouvriers et intellectuels, de La Louvière, de Liége, de Mons, de Charleroi et de Bruxelles qui ont tous participé activement aux grèves d'un bout à l'autre et dont certains ont joué un rôle important dans leur déclenchement.

Lettre de A., de La Louvière.

Depuis deux ans, des signes de mécontentement se manifestaient de plus en plus dans la classe ouvrière, surtout en Wallonie où le marasme économique prend de plus en plus d'ampleur. Déjà, les grèves du Borinage en 1958 avaient ravivé la colère des Wallons. Cependant, le mouvement s'était localisé dans la région boraine.

Début 60, un événement avait retenu l'attention des observateurs: la grève générale du 29 janvier lancée par la F.G.T.B. Sans être un succès total, elle avait montré la combativité de centaines de milliers de travailleurs.

Le mythe de l'ouvrier embourgeoisé avait tremblé.

Le milieu de l'année est marqué par l'indépendance du Congo où le paternalisme suranné de la bourgeoisie a fait son temps. Peu à peu sera dévoilée la manière criminelle dont elle libère une colonie: pas un seul médecin noir, des évêques... Les « pauvres colons » sont accueillis avec indifférence.

En Wallonie, les usines attendues ne viennent pas ; le chômage ne se résorbe pas. On parle de plus en plus de fraude fiscale : dix milliards au moins par an. Le gouvernement propose un remède : la loi unique. Un document où tout le monde se perd. On arrive à comprendre qu'on va relever le pays sur le dos des travailleurs, qu'on touchera aux droits acquis, qu'on instaurera une nouvelle réglementation sur le chômage, etc...

Lettre de B., de Liège.

Depuis l'automne, l'agitation menée contre la loi unique avait pris une ampleur dépassant les prévisions syndicales. Peu avant les événements, le journal « La Wallonie » présenta les principaux délégués syndicaux de la région (au même titre qu'elle eût présenté Brigitte Bardot ou la dernière frasque de La Callas). Les articles se terminaient invariablement par l'apologie du syndicat et la promesse « d'aller jusqu'au bout ».

Le 10 décembre, à La Louvière, par A.

Le 10 décembre, Renard et Collard viennent parler à La Louvière.

RENARD : Il égratigne constamment les parlementaires en narguant Collard assis à sa gauche. Renard rit, rit. C'est extrêmement gênant. On dirait qu'il parle uniquement pour Collard ; qu'ils sont là tous deux pour vider une querelle à laquelle personne ne comprend goutte.

Renard aime les métallurgistes, « ses » métallurgistes, comme il dit. Il aime les wallons aussi. Pas un mot de la Flandre. Il est venu nous dire ce qu'il aime ; il s'en excuse. Il rit toujours, et il aime toujours les métallurgistes et les wallons. Soit.

Loi unique, enfin. Veillée d'armes, camarades, mais... il ne faut pas se presser. Nous avons tout le temps. Il faut s'organiser.

COLLARD : Ton de confidences. Comme Renard. Il ne faut plus faire de la démagogie, dit-il, parlons entre nous, vous écoutez avec trop de sérieux. (C'est nouveau, ça)... On écoute. La situation est catastrophique. Nous sommes contre la loi unique. Nous avons un programme : les réformes de structure.

Jusque là : parfait. Analyse objective, pro-jet. Entre les deux, la volonté des travailleurs.

Mais il manque quelque chose au schéma : les moyens d'action. Serait-ce un détail ?

On écoute très attentivement les modalités de ce saut historique. La tension monte, monte. Plus vite, Collard. Nous sommes d'accord avec vous : dites-nous ce qu'on va faire. Réponse vague, molle. La volonté reste suspendue quelque part au plafond dans les banderolles.

Une Internationale *soupirée. Un type, au fond, chante très fort, crie presque. Ça fait un peu mal.*

Après cette réunion, les ouvriers ne sont pas satisfaits. L'attitude du parti, des syndicats n'est pas nette. Que veulent-ils ? Tâter le terrain ? Laisser passer la loi unique : tactique électoraliste. Les travailleurs s'énervent, s'impatientent.

Le 12 décembre, à La Louvière, par A.

Deux jours plus tard, les délégués syndicaux de la fédération du Centre se réunissent. Le ton change.

Une salle comble. Un orateur parle de la loi unique. On ne comprend rien. Des délégués somnolent.

— « Oui, chers camarades, voilà le gouvernement que nous avons. Ces hommes qui prétendent nous diriger ne font que sucer le sang », etc., etc.

Les délégués attendent visiblement la fin. L'orateur est applaudi brièvement.

Un membre du bureau bondit à la tribune, s'excuse de ne pas respecter la procédure tant il est emporté par la passion...

— « Camarades, c'est des actes qu'il nous faut. Des paroles, on en a marre ».

Le second a pris la parole pour ridiculiser le premier. Il continue en patois, la main à la hanche. On l'applaudit.

Le président veut conclure. Remous dans la salle. Des types rigolent tout haut.

— « Camarades, je pense qu'on peut lever la séance », dit le président. (Un délégué s'esclaffe). « Le bureau propose donc à chaque secteur de se défendre, d'organiser des grèves partielles, des meetings »...

— « Des grèves d'une heure, couille ! » crie un délégué.

Le président semble étonné. Une lame de protestations balaie l'estrade. Un type se lève dans la salle, demande la parole. Il monte à la tribune :

— « Camarades, jamais dans le mouvement ouvrier, on n'a vu les capitalistes se foutre de nous comme aujourd'hui. C'est notre peau qu'ils veulent. Des grèves d'une heure, non ! C'est la grève générale qu'on veut ! Et s'il le faut, on montera à Bruxelles ». Applaudissements frénétiques.

Le 14 décembre, à Liége, par B.

Finalement, on se met d'accord.

Le 14 décembre, la veille du mariage du roi, une manifestation réunit près de 50.000 participants en plein cœur de Liége. Surpris de la réussite de cette « journée d'action », le camarade Renard haussa le ton et harangua les ouvriers qui désiraient, tous, la grève générale. « Grève générale au finish ? D'accord, décréta Renard, je prends la paternité du mouvement (sic). *Mais nos camarades flamands ne sont pas prêts. Il leur faudra un certain temps. Laissez-les donc se mettre dans le bain ». Tel était le langage le 14 décembre. Pas un mot sur le fédéralisme. Rien que les critiques habituelles contre la loi unique, critiques qui, à elles seules, ne pouvaient sérieusement alimenter un mouvement aussi général. Un ouvrier des ACEC (filiale de Herstal) tenta bien d'obtenir un durcissement de Renard, mais il fut rapidement « canalisé » dans la manifestation. Dès cet après-midi, il était évident qu'on n'échapperait pas à la grève générale. En bon manager syndicaliste, Renard l'avait compris et c'est pourquoi, au comité national FGTB du 16 décembre, il « présenta » une motion en ce sens. Celle-ci fut rejetée à une faible majorité (pas plus de 16.000 mandats sur 800.000 environ !). Rien n'est plus faux que dire que la majorité contre la grève se trouvait exclusivement en pays flamand. Les régionales de Gand et d'Anvers, des sections du Rupel et d'ailleurs, avaient voté avec les mandataires wallons.*

A Liége, le 15 décembre, par un ouvrier de Cockerill-Ougrée.

Les syndicats ont d'abord appelé à une manifestation nationale pour le 15 décembre. C'était le jour du mariage royal et jour de congé officiel. Sous la pression de la masse, la manifestation a été ramenée au 14 décembre. L'après-midi 50.000 ouvriers se sont réunis à la place Saint-Lambert à Liége. Plusieurs pancartes réclament une grève générale.

Renard a pris la parole et a conclu avec la phrase ambiguë : « Considérez-vous comme mobilisés sur un pied de guerre... et attendez les instructions de vos dirigeants ». La réunion s'était déroulée dans le bruit et l'agitation. Un membre des JGS était monté sur l'estrade et avait tenté de prendre la parole. Il en avait été empêché par les membres du parti. Le député socialiste Simon Paque lui avait arraché le micro des mains et s'était adressé à la foule en ces termes : « Restez prêts à agir. La manifestation est terminée ».

Liége, 20 décembre, par C.

Le mardi 20 décembre des employés communaux partent en grève. Les ouvriers décident de les épauler malgré l'opposition de la FGTB. Le 20, les ouvriers de Cockerill-Ougrée abandonnent le travail, un délégué syndical qui avait voulu s'opposer à leur mouvement est hospitalisé. Ils se rendent en groupe à l'Espérance *de Seraing et obligent les ouvriers de cette usine à débrayer malgré l'opposition des délégués syndicaux. Puis ils obligent les tramways de Liége-Seraing à rentrer au dépôt. Le même phénomène se passe à Jemappe et à Flémalle — 3 grosses usines métallurgiques :* l'Espérance *de Jemappe,* Les tubes de la Meuse *et* Phénix Works *sont en grève encore une fois malgré l'opposition des syndicats. Des comités de grève organisés par les ouvriers eux-mêmes se forment.*

Dans l'usine de Cockerill-Ougrée, le 20 décembre, par F.

Les choses sont allées très vite. Des centaines d'ouvriers ont quitté les ateliers centraux. Ils sont allés d'atelier en atelier demandant aux gars d'arrêter le travail. 3.000 hommes se sont rassemblés dans la nouvelle usine d'acier Thomas autour d'un matériel très cher. C'était dangereux mais c'était là où il y avait le plus de place. Il y a eu des bagarres avec les délégués syndicaux. Ils voulaient que les hommes reprennent le travail jusqu'à l'arrivée des instructions officielles. On nous promettait des meetings pour le jour suivant. Pourquoi pas maintenant, avaient demandé les hommes. Nombreux sont restés sur les lieux pour empêcher ceux de nuit de venir travailler. La moitié de l'usine a seulement travaillé cette nuit. Le mercredi tout était arrêté. Ce n'est que le jeudi que le syndicat nous appelait officiellement à faire grève.

Le mardi 20 décembre, dans la région du Centre, par D., de La Louvière.

Le mardi 20 décembre, la lutte a débuté, les services publics ont tenu parole. Les premiers rassemblements s'organisent. D'imposants cortèges parcourent les rues des grosses communes. Les ports d'Anvers et de Bruxelles sont bloqués.

Dans la région du Centre, les seuls services publics étaient en grève, mais la tension était forte partout dans les entreprises privées.

La presse de l'opposition signale « que les mots d'ordre ne sont que partiellement suivis », Précisons que les ouvriers ne répondaient à aucun mot d'ordre, ils avaient compris l'importance de l'enjeu. Le peuple se fachait !

Le mardi 20 décembre, par B., de Liége.

C'est le mardi 20 décembre que la loi unique vint en discussion à la Chambre. Malgré le vote négatif du 16 décembre (1), les militants de base des secteurs publics déclenchèrent le mouvement ce jour même. Le rôle de pointe des secteurs publics s'explique si on sait que les dispositions prévues par la loi unique prévoyaient avant tout des mesures d'austérité concernant les retenues sur les traitements de ces agents, surtout en matière de pensions. Il ne signifie pas que ces agents eurent, à priori, le rôle le plus combattif car, par la suite, certains secteurs de l'enseignement, notamment à Liége-ville, votèrent la reprise du travail dès le 11 janvier. Ce qui est remarquable, par contre, c'est que les ouvriers du secteur privé se joignirent, dès le lendemain 21 décembre, dans toute la région, à ce mouvement local, uniquement lancé par les secteurs d'employés communaux, provinciaux, enseignants, etc. En trois jours, la paralysie fut complète dans le bassin liégeois. Elle l'était également au port d'Anvers et dans les secteurs publics de Gand. On retiendra aussi que le secteur des cheminots joua un rôle déterminant dans le déclenchement de la grève. C'est du Namurois (des ateliers et remises de Salzinnes et Ronet) que partit le mouvement, dès le 20 décembre. Le 21, à 16 h., aucun train ne circulait dans la partie sud du pays. Peut-on imaginer plus confondante combativité de la classe ouvrière ?

Le 22 et 23 décembre, à La Louvière, par D.

Le 22 décembre la grève se généralisait. Les métallos débrayaient en Wallonie, les mineurs suivaient et le préavis était déposé chez Gazelco. La colère des travailleurs leur avait fait choisir d'instinct l'arme la plus efficace, l'arme qu'ils paient du prix même de leurs sacrifices, mais l'arme décisive des grands combats prolétariens. Les travailleurs se battent pour leur pain, pour leur place dans la société, contre cette loi de malheur née de la conspiration de la réaction politique et de la haute finance. Des travailleurs chrétiens tournent le dos à leurs dirigeants.

Notre région du Centre affichait un beau tableau de combat : grève totale dans les services publics, communaux et enseignants. Les cheminots de la gare de formation de Haine-Saint-Pierre commençaient à débrayer ! Le trafic ferroviaire s'éteignait progressivement dans la région du Centre. Dès ce jeudi 22, naissent les premiers incidents : les forces de l'ordre entraient en action. Le Gouvernement avait compris toute l'importance des manifestations, de la volonté des travailleurs.

A partir du 23 décembre la grève gagne le pays tout entier ; un vieux militant aimant les formules stratégiques nous disait, jeudi après-midi, dans le vocabulaire des pionniers de nos luttes ouvrières: « On se bat sur tous les fronts, sur le front politique, sur le front syndical, au Parlement et dans les Centres industriels ». Bien que ce langage puisse paraître anachronique aux jeunes générations, il correspondait tout de même à la réalité.

Dans le Centre, la grève était totale en métallurgie et en sidérurgie, les mineurs désertent les charbonnages. L'on peut d'ailleurs dire que toute la Wallonie avait croisé les bras.

Le jeudi 22 décembre, à Liége, par C.

Le jeudi matin, environ 200 ouvriers sont massés place Saint-Paul en face de la maison syndicale. Ils huent les chefs syndicalistes, ils réclament la reconnaissance de la grève, ils jettent des pierres dans les carreaux et tentent d'entrer de force dans le bâtiment. Quatre bonzes du syndicat essayent successivement mais en vain de les calmer. Finalement c'est un ouvrier de Cockerill qui ramène le calme mais à 10 heures la grève est reconnue par la FGTB.

La grève à Mons, par E.

A Mons aucune action concertée sérieuse avant le 23 décembre. A cette date un piquet fort de 150 hommes de toute tendance politique ou syndicale — des syndiqués chrétiens seront dans le mouvement du début à la fin — va faire fermer les bureaux du tri postal à la gare. Celle-ci est fermée depuis la veille et gardée par la gendarmerie. Les piquets font fermer la banque nationale, les bureaux des contributions et la poste centrale. Dès ce jour la vie est paralysée, les seuls transports étant les voitures particulières — piquets en déplacement pour la plupart. La SNCB essaye de faire rouler quelques trains de prestige mais ceux-ci mettent six heures pour joindre Bruxelles à Soignies (47 km.). Les voies sont coupées ou obstruées à Mons et vers le Borinage. Les piquets contrôlent toutes les issues de la gare ainsi que l'Arsenal. Le 25 la gendarmerie est remplacée par l'armée. Depuis tous les trains de prestige ont disparu, on ne les verra rouler que lorsque le syndicat des cheminots aura décidé la reprise — soit le 18 janvier après que l'armée ait quitté les lieux et balayé les locaux, conditions posées pour la reprise du travail par le syndicat et accordées par la direction de la SNCB.

Le manque réel d'organisation au départ a eu des répercussions durant les deux tiers de la grève. Les bonnes volontés et l'enthousiasme ont été tels que certains piquets montaient la garde 24 heures sur 24 ; il y avait énormément de non syndiqués des classes moyennes. On a vu des commerçants participer aux piquets. Les piquets se formaient au gré des sympathies et les discussions la nuit auprès des feux réunissaient manuels et intellectuels dans un merveilleux coude-à-coude. Les femmes divisées en équipes se chargeaient de préparer nuit et jour casse-croûte, café et potage. Le feu sacré était tel que lorsque la répression se fit plus dure un piquet d'une vingtaine d'hommes arrêté et conduit à la prison était remplacé par un piquet plus important dans la demi-heure. A ce régime les prisons furent bientôt pleines et les arrestations massives beaucoup moins nombreuses.

(1) Au Comité National de la FGTB.

Commentaires, par A.

Beaucoup partent en grève sans attendre les mots d'ordre. Bien vite, on se rend compte que quelque chose ne tourne pas rond en Flandre. A part Anvers et Gand où les travailleurs se battent dans des conditions difficiles, le reste du Nord ne bouge pas. Le bureau national de la FGTB s'est réuni à Bruxelles : le mot d'ordre de grève générale a été rejeté. Par qui ? Par les Flamands. Une fédération wallone a voté aussi contre la grève générale. Les travailleurs wallons apprendront cette décision de la FGTB comme une insulte. Flamand signifie désormais droite, Haute Finance, Eglise. Pourquoi les travailleurs flamands n'ont-ils pas déclenché seuls le mouvement ? D'abord, il est coutume de dire que les flamands sont cinquante ans en arrière au point de vue prise de conscience. En Flandre, les socialistes sont minoritaires, la majorité des flamands étant inscrits à la Centrale chrétienne (CSC). Mais tout en étant minoritaires en Flandre, au sein de la FGTB ils sont majoritaires, étant donné que les flamands sont beaucoup plus nombreux que les wallons. Etant donné que le mot d'ordre de grève générale n'est pas encore venu — il ne viendra jamais — les régionales, ne pouvant résister à la pression de la base en Wallonie, ont lancé le mot d'ordre : « feu vert ». Chacun se débrouille.

Gand et Anvers tiennent bon. Le 24 décembre, « La Gauche » écrit : « l'absence d'une propagande systématique en faveur des réformes de structure en Flandre, la passivité impardonnable de certains dirigeants syndicaux et le crétinisme parlementaire de certains autres ; le poids majeur de la CSC dans les régions flamandes et son rôle plus ouvertement diviseur sinon traître dans ces régions ; tout cela fait que de nombreux secteurs y débrayent plus lentement qu'en Wallonie. Mais ils débrayent ! »

Commentaires, par B.

La première manœuvre des dirigeants syndicaux, dépassés par une grève dont ils n'avaient ni l'idée, ni la direction, fut la temporisation à l'échelon national. Pendant que le 23, toute la région liégeoise organisait (?) des comités de grève dont étaient radicalement exclus ceux-là mêmes qui avaient été à l'origine du mouvement (notamment à l'Espérance-Longdoz et aux ACEC), les responsables nationaux ne décrétèrent pas la grève générale, sauf ceux de la CGSP (centrale des services publics), forcés et contraints par l'allure du mouvement, tant en Flandre qu'en Wallonie. Dès ce 23 décembre, il était évident que la grève devait être gagnée le plus rapidement possible sans quoi elle risquait de s'enliser dans les « tactiques syndicales ». Alors qu'en 1950, l'abandon de l'outil avait été décidé dans les trois jours, en 1961, sa simple menace ne sera utilisée par Renard qu'au 15e jour de la grève, le 3 janvier, à Ivoz-Ramet, comme une diversion à un autre mot d'ordre également dépassé, la marche sur Bruxelles. Celle-ci demeurait possible au soir du 23 décembre et même entre Noël et le Nouvel An. Après les incidents de Bruxelles du 30 décembre devant la SABENA, la marche sur Bruxelles devenait une folie pour la simple raison que les forces de répression jusque-là concentrées en Flandre et dans la capitale furent dirigées vers les provinces wallonnes. Si l'abandon de l'outil avait été effectif dès le 23 décembre, si des occupations d'usines et de gares avaient été rendues possibles entre Noël et le Nouvel An, le gouvernement eût été contraint de disperser les « forces de l'ordre », rendant du même coup possible la marche sur Bruxelles. En réalité, concentrées dans la capitale et en Flandre, d'abord, les forces de la répression n'eurent pratiquement pas à intervenir ailleurs avant le Nouvel An. C'est ce qui rendit vulnérables les manifestations ultérieures en Wallonie, du fait qu'on avait laissé le gouvernement prendre les dispositions les plus dures en Flandre et à Bruxelles. Si la direction syndicale avait

déclenché en Wallonie une série d'occupations d'usines, de points stratégiques, la coupure du courant électrique, tant pour les besoins vitaux que pour les autres, etc., l'issue de la grève eût été toute différente, tant en Flandre qu'en Wallonie.

La grève à Liége pendant la dernière semaine de décembre, par C.

A partir du 22 décembre la grève devient générale dans tout le secteur privé et les services publics de Wallonie. Les magasins d'alimentation peuvent seuls ouvrir de 10 h. à 13 h. Les autres sont fermés. Le port d'Anvers est en grève ainsi que les services publics de Gand.

Dans chaque Maison du peuple socialiste un comité de grève organisé par la FGTB fonctionne. Il distribue le travail à une centaine de grévistes : sabotage la nuit, piquets de grève le jour. Ces hommes mangent et dorment à la Maison du peuple. Le comité de grève organisé à Flémalle par les ouvriers n'a pas été reconnu par les syndicalistes. Ces derniers recherchent même activement les membres afin de les exclure du syndicat (ils ne les ont pas encore découverts). Les femmes préparent les repas et distribuent des colis aux enfants de grévistes. Elles organisent un piquet de grève tournant, tous les matins, devant la grande poste de Liége.

Le mouvement de grève est à son apogée le 26 décembre bien que M. Eyskens a mis le Parlement en vacances jusqu'au 3 janvier. Les miliciens ont été rappelés d'Allemagne et occupent les édifices publics (gare, poste, télégraphe, etc.). Ils gardent les ponts, les voies ferrées, les dépôts d'armes et d'essence. Chaque jour des manifestations et des meetings se déroulent dans le calme.

Mais dès les premiers jours de janvier, les grévistes se montrent mécontents : on se promène pour rien (manifestations), on ne fait rien, on piétine. Les magasins du centre de Liége ont rouvert leurs portes, beaucoup arborent une affiche : « Loi unique non, mais liberté d'abord ».

La grève dans le Centre pendant la dernière semaine de décembre, par D.

Les piquets de grève s'organisent. Face à la gare d'Haine Saint-Pierre, les grévistes ont installé un brasero, et se chauffent philosophiquement.

A Haine Saint-Pierre toujours, des cheminots grévistes ont été appréhendés par la gendarmerie et conduits dans un local de la gare où ils ont subi un interrogatoire et un contrôle d'identité.

Il me paraît honnête de rapporter les propos tenus par une religieuse des écoles libres de Morlanwelz, à qui la portée de la loi unique avait été expliquée. Elle déclara : « Nous sommes aussi contre la loi unique ».

A La Louvière, le carrefour du Drapeau Blanc fut obstrué pendant de longues heures par des files de trams et d'autobus bloqués. Ceux-ci rallièrent d'ailleurs le dépôt : ils ne transportaient personne. A Jolimont, des pavés ont été lancés contre des trams qui circulaient encore, et des grévistes avaient entrepris de dépaver la chaussée aux abords d'un aiguillage.

A partir de ce 22 décembre, les centrales de la FGTB lancent leurs mots d'ordre. Les secteurs sont mandatés pour arrêter les modalités d'exécution.

Nous participons tous à des piquets de grève ; une certaine presse de droite prétendit que nous n'étions plus tenus en mains par nos dirigeants. Cette allégation a pu, un instant, paraître réelle et certaine. Les travailleurs en lutte avaient pris la direction du mouvement.

Aucun d'entre eux n'était décidé à se laisser faire. Des femmes et des jeunes gens participent à la vie de cette grève dont la croissance implacable accable le Gouvernement. Vendredi 23 décembre, vers 6 heures du matin, on a dépavé à La Louvière. M. Eyskens fut pendu au pont de Houssu, à Haine Saint-Pierre, en effigie, bien entendu. Dans le début de l'après-midi, l'agitation a continué à Binche, qui était sillonnée par des piquets de grève, femmes en tête, qui chantaient « l'Internationale ». Des renforts de gendarmerie sont arrivés à La Louvière. Partout, les gendarmes se présentent en ordre de bataille, fusil à bout de bras.

Cette grève est populaire. Sa croissance le démontre. Les travailleurs savent pourquoi ils se battent. Certains prétendent que le mouvement est politique. C'est faux ! Il a été déclenché par les ouvriers. Il est l'expression de l'indignation légitime des travailleurs en lutte pour la défense de leurs droits et de leur liberté au travail. Sa répercussion politique ? elle existe. Les parlementaires de la classe ouvrière affirment leur solidarité avec les grévistes en intervenant aux Chambres.

Entourée par ses dirigeants, mais soulevée par une vague de fond plus lointaine, la classe ouvrière a cessé le travail. Que demande le monde du travail ? Simplement sa juste place dans la nation, il ne veut pas être traité en inférieur, il veut être considéré.

Mgr Van Roey vient au secours du Gouvernement. Il s'est manifesté politiquement, car sur le plan religieux, il nous était apparu, cette semaine encore, bénissant l'union de Baudouin Ier et de Mlle de Mora. Il condamnait les grèves qu'il qualifiait de désordonnées et déraisonnables. Aux yeux de ce prélat, à qui la communauté paie plusieurs centaines de milliers de francs par an, la protestation de la classe ouvrière contre le sort indigne que lui prépare la loi unique constitue un acte indigne et condamnable. L'Eglise belge se rangeait du côté des possédants, contre la majorité de ses propres ouailles.

Qu'il me soit pourtant permis de citer l'attitude de ce curé de La Louvière, devant l'entrée du Lycée Royal, bloquée par un piquet de grève. Ce curé nous dit : « L'Eglise ne se résigne pas à la condition prolétarienne qu'elle tient pour la honte de ce siècle. La classe ouvrière attend que l'on s'occupe d'elle. Je suis pour les ouvriers qui revendiquent leur juste cause ».

Dès le lundi 26 décembre, les assemblées offraient à leurs participants un climat de fraternité qui ne fut jamais pris en défaut. Des ouvriers assistaient aux réunions des communaux, où ils intervenaient d'ailleurs fréquemment. La classe ouvrière du Centre était décidée à faire entendre sa voix à Bruxelles. Bientôt, les assemblées de secteurs devinrent des assemblées de grévistes, tous secteurs compris. Jamais discussions et interventions ne furent plus judicieuses. L'ouvrier avec son bon sens apportait une note fraîche dans le mouvement. Les objectifs : le retrait pur et simple de la loi de malheur et le respect des travailleurs.

Les piquets de grève étaient formés d'ouvriers, d'employés et d'enseignants. Le rôle de ces piquets ? Sûrement pas empêcher le travail, celui-ci avait cessé partout depuis longtemps. Les grévistes voulaient participer activement au mouvement qu'ils avaient déclenché. C'était leur grève ! Les piquets de grève vivaient 24 heures sur 24. Jamais autre part, je crois, on ne pourra retrouver ce commun élan de solidarité, de chaude fraternité. Les heures s'écoulaient dans des discussions apportant chaque fois une note nouvelle dans l'examen des grands problèmes du moment. L'ouvrier était conscient de sa force ; l'optimisme le plus complet planait au-dessus de ces têtes réunies peut-être pour la première fois. La gravité de la situation n'excluait pas la bonne humeur. Les piquets de grève étaient ravitaillés par les habitants de l'endroit, des boissons chaudes étaient servies toute la nuit, des collations étaient préparées autour d'un brasero. Les parties de cartes allaient bon train.

Le 27 décembre à Liége, par B.

Entre Noël et le Nouvel An, la FGTB de Liége (et des autres bassins wallons) se borne à prêcher la discipline, le calme et « la dignité ». Le mardi 27 décembre, à Seraing, Renard ne se montra pas. C'est son adjoint Schugens qui déclara, pour que nul n'en ignore, que « les travailleurs wallons ne voulaient pas être des fellaghas » (sic) ; Le lendemain, les étudiants socialistes, devant la gare des Guillemins, manifestaient avec les cheminots, en répliquant fort justement : « Nous voulons être les fellaghas d'Alger-sur-Meuse »...

Commentaire de B. sur le fédéralisme wallon.

A aucun moment, entre Noël et le Nouvel An, le fédéralisme ne fut le thème des discours durant les manifestations en Wallonie. Bien mieux : au soir du 30 décembre, après les incidents de la SABENA, à Bruxelles, l'affiche de la FGTB, coq wallon sur fond jaune, disparut de la circulation, certains responsables estimant qu'il s'agissait d'un mot d'ordre dépassé — et, en fait, il l'avait toujours été... Pourquoi, dès lors, à la reprise du débat de la loi unique, le 3 janvier, y eût-il la réunion des députés socialistes wallons, fait unique dans les annales parlementaires ? Simplement parce que la FGTB réservait au parti le soin de prendre la responsabilité d'une diversion politique. Les députés socialistes s'étaient opposés bruyamment à tout ajournement du débat, le 23 décembre, au soir, on fut ainsi surpris doublement par une opposition « légale » qui, le 3 janvier ne fit rien pour porter la question de la loi unique dans la rue. Au contraire ils cherchaient la voie de garage où loger désespérément la ténacité des travailleurs. Cette voie fut le fédéralisme. Violents, phraseurs révolutionnaires, le 23 décembre ; les socialistes redevinrent, dès le 3 janvier, l'opposition « respectueuse » de Sa Majesté Eyskens, déjà responsable de la mort d'un gréviste, d'arrestations sans nombre, etc. Au soir du 3 janvier, le fédéralisme était devenu un moyen d'enterrer la grève.

Commentaires sur les Comités de grève, par D., de La Louvière.

Le mouvement des grèves était coordonné par des comités de grève locaux. Peut-on dire que les membres ont été choisis par les ouvriers ? Prétendrons-nous qu'ils ont été nommés par les organisations syndicales ? L'installation des comités de grève ne fut pas le résultat d'une élection. Personnellement, je crois qu'il eût été difficile d'agir autrement. Ayant pris l'habitude de nous réunir tous ensemble, il était normal que l'on retrouve à la table du bureau les délégués syndicaux de toutes les corporations. Ce fut en quelque sorte l'installation de membres ayant reçu l'investiture avant que la grève ne soit déclenchée.

La volonté des travailleurs était cristallisée autour de leurs représentants. Ceux-ci ont-ils fait l'objet de critiques ? Oui.

Lesquelles ? Les ouvriers réclamaient la marche sur Bruxelles. Les comités de grève n'ont jamais pu leur offrir cette manifestation.

Nous porterons au crédit des comités de grève, l'organisation de manifestations journalières, de réunions animées où chacun pouvait faire le point de la situation, dresser l'éventail des nouvelles du pays.

Déclenchement de la grève à « L'Espérance » : récit d'un métallo liégeois.

Je travaille dans une des grandes entreprises de sidérurgie du bassin sereinsien : « L'Espérance » qui est un peu moins importante que Cockeril-Ougrée mais groupe tout de même 10 000 ouvriers en 3 usines.

La grève ne fut pas déclenchée par le syndicat, mais contre lui par quelques militants traduisant les aspirations de la totalité des

ouvriers. En fait, nous avions commencé depuis plusieurs mois un travail d'explication et de critique du réformisme des chefs syndicaux FGTB. Les employés communaux groupés dans la CGSP avaient déclenché leur grève le mardi 20 décembre. D'autre part, un arrêt de travail de 24 heures dans la métallurgie était étudié par les syndicats pour le début janvier. Dès que les communaux furent en grève, l'agitation fut extrême dans notre boîte. Des réunions spontanées se produisaient, tout le monde parlait de s'arrêter, c'était une véritable anarchie. On était gonflé à bloc, personne n'aurait pu nous arrêter. Nous avons ainsi pu organiser une Assemblée Générale de l'usine le mercredi matin, nous c'est-à-dire quelques copains JGS et communistes qui peuvent se compter sur les doigts d'une seule main. Cette assemblée a voté la grève malgré l'opposition des délégués syndicaux. Ces délégués ont même essayé à la fin de l'assemblée générale de rester avec quelques types pour faire une contre-réunion condamnant la grève mais la chose s'est sue et nous les avons poursuivis dans l'usine pour leur casser la gueule. Je crois qu'il y en a un qui est encore à l'hôpital car les gars étaient mauvais. Un comité de grève dont je fis partie fut élu au cours de cette assemblée. Nous étions donc 3 camarades (2 communistes et moi) pour diriger la grève dans cette usine. C'est le jeudi, à 10 heures, donc 2 jours après le début de notre mouvement, que la FGTB reconnut la grève. Une réunion eut lieu avec les délégués des syndicats. Le mouvement entrait dans sa phase officielle. Le jour suivant (vendredi 23) des bonzes de la FGTB descendirent à l'usine et organisèrent un grand meeting au cours duquel ils firent élire le comité de grève officiel. Notre action des jours précédents fut tout simplement ignorée. Quelques copains firent bien des prises de parole en notre faveur mais nous ne sommes pas très orateurs et les chefs syndicaux se tirèrent très bien de l'affaire. Au surplus, il faut dire que peu d'ouvriers se levèrent pour nous soutenir. Après cette réunion, nous n'étions plus rien. Nous sommes donc allés nous intégrer dans les piquets de grève qui sont organisés sur une base locale par les Maisons du Peuple de chaque commune. Ces Maisons du Peuple sont chapeautées par la Grande Maison du Peuple de Liége. C'est là que des comités régionaux organisent la grève (tour de roulement pour les piquets, organisation des concentrations, etc.).

De A., de La Louvière.

Dans la région du Centre, les comités de grève firent leur apparition vers les 24 et 25 décembre, soit quatre ou cinq jours après le 20 décembre, au moment où la région était complètement paralysée. Un peu partout, des groupes de délégués syndicaux s'instituèrent en comités de grève. Les grévistes, dès le début, se méfièrent. Certes, ils reconnaissaient la nécessité de coordonner l'action des piquets de grève, de centraliser les renseignements, de prendre des mesures d'intérêt général (faire respecter les restrictions de courant, surveiller les heures de fermeture des magasins, etc.) en un mot la nécessité d'assurer la bonne marche de la grève, mais ils doutaient des hommes qui en prenaient la responsabilité. L'avant-garde des grévistes, connaissant la culbute de la FGTB, craignait une emprise de la bureaucratie sur le mouvement, sous quelque forme que ce soit. Ce comité se faisait auprès de la base l'interprète des décisions d'une FGTB dont l'efficacité devenait de plus en plus problématique. En plus, les destinées de la grève étaient près d'être plongées dans les ténèbres quand ce comité déclarait : « Il y a parmi nous des espions. Nous ne pouvons pas tout *vous dire ». Quoi qu'il en soit, les grévistes entérinèrent la création de ce comité. L'avant-garde n'avait pas pris les devants en prévoyant l'élection de délégués de la base. Le sentiment général fut : « Soit. Nous vous faisons confiance quelques jours. Mais nous vous tenons à l'œil ». Les membres de ces comités de grève n'étaient pas des jaunes déclarés mais, la plupart du temps, des délégués dévoués, courageux, soumis — très souvent*

— corps et âme aux directives nationales. « Attendez, soyez patients, on va nous donner des ordres... » En fait, ce groupe d'hommes « de bonne volonté » constituait une inestimable couverture pour les instances supérieures sur le compte desquelles la base ne se faisait guère d'illusions. Il est à regretter que les ouvriers, dont certains ont tout de même une expérience ou tout au moins une connaissance des grèves de l'entre-deux guerres, n'aient pas eu le réflexe d'élire des hommes à eux. Disons tout de même que dans certaines localités, ce genre d'élection — tacite — a eu lieu : les grévistes ont envoyé sur l'estrade des éléments, manuels et intellectuels, qui leur semblaient les plus aptes à défendre la grève. Et c'est évidemment ces comités, où la base était représentée, qui se sont montrés les plus lucides, les plus dynamiques. Mais, soit composés de délégués syndicaux « surveillés » par la base, soit composés de délégués élus par la base, ces comités n'ont jamais existé qu'à l'échelle locale. Il faut tirer de cette expérience la règle suivante : « Des centaines de comités locaux, si efficaces soient-ils, ne remplacent jamais un comité régional » (1).

La bureaucratie syndicale a corporatisé la grève, témoignant d'un souci aigu du compartimentage. Malgré les demandes répétées de la base, il n'y a jamais eu d'assemblées de grévistes en tant que tels. On n'assista qu'à des assemblées de grévistes par secteurs gardés jalousement clos. Evidemment, il est impossible de réunir dans une salle tous les grévistes. Là aussi le problème des délégués élus et révocables était à poser, délégués dont le rôle eût consisté à défendre dans des assemblées élargies les motions votées dans les réunions locales ou dans les différents secteurs. Le problème des délégués de la base n'a touché les ouvriers — une minorité — qu'au cours de la grève. Comme dès lors, il devenait extrêmement difficile, quoi qu'on dise, de déloger quelque membre de ces comités arbitrairement instaurés, l'avant-garde s'est limitée à exercer une pression constante, à informer, à prévenir les grévistes de toute manœuvre.

Voici le motif généralement invoqué par les comités pour empêcher toute réunion de grévistes : « Il y a des problèmes techniques propres à chaque secteur, et qui n'intéressent pas les autres secteurs ». A cela on pouvait répondre que des assemblées techniques *n'empêchent nullement des assemblées de délégués-grévistes pour tracer des perspectives* politiques. *On peut dire que ces comités de grève ont fait l'objet d'une constante préoccupation, car les grévistes se rendaient compte que le problème en son entier cristallisait les chances d'une véritable action lancée et menée à son terme par la base.*

Question. — *Là où les délégués de la base ont existé, par quel biais les grévistes les ont-ils imposés ?*

Réponse. — *Question de procédure importante. Comme la majorité des travailleurs n'osent pas encore se déclarer ouvertement contre les responsables syndicaux, il fallait trouver un prétexte* (2). *(Signalons tout de même que, vu la « nonchalance » de la FGTB à lancer le mot d'ordre de grève générale, des grévistes, dans certaines localités, ne mâchèrent plus leurs mots et n'hésitèrent plus à déboulonner les délégués incapables ou hésitants). Le prétexte fut simple : le personnel syndical est insuffisant quantitativement (lisons qualitativement) ; il faut l'aider, donc envoyons des hommes qui, au cours de la grève, se sont révélés les plus décidés, non à organiser un comité de soupe populaire, mais à imposer une ligne politique-gréviste par delà la tête des délégués syndicaux.*

---

(1) Signalons toutefois que pour pallier ce manque de coordination à l'échelle régionale, les grévistes ont senti le besoin d'envoyer des estafettes d'assemblée en assemblée pour prendre la température des localités voisines.

(2) Dans certaines régions, à Charleroi, à La Louvière, par exemple, des responsables syndicaux ont été hués publiquement, mais néanmoins, cette démystification, très significative pour l'avenir, n'a pas abouti dans l'immédiat à une direction totale du mouvement par les grévistes.

La grève vue par un militant anglais

(Extraits du " Journal de Grève ", publié dans la brochure Belgium-The General Strike, éditée par nos camarades anglais du groupe Agitator for Wor Ker's Power).

Bruxelles, mercredi 28 décembre.

11 heures du matin. *C'est le septième jour de la lutte.*

A un kiosque j'achète Le Peuple, *organe officiel du PSB. Il annonce une grande manifestation pour ce matin. A la Maison du Peuple on m'indique l'endroit où se trouve les manifestants. Au bout d'une heure, je les rattrape alors qu'ils sont sur le point de se disperser. Encore deux ou trois mille personnes occupent un carrefour. Un tram a été encerclé et son pare-brise cassé. La foule entoure un autre tram. Des placards proclament « NON à la Loi Unique ». « Pourquoi est-ce toujours* nous *qui payons ? ». « Eyskens, démission », chante la foule sur l'air des lampions. D'autres clament « Eyskens, au poteau ». Il y a un tas de jeunes ici.*

La foule se met à défiler dans une des grandes rues commerciales, chantant l'Internationale. *La police, de façon hésitante, place un cordon d'une trentaine d'hommes devant la foule. Ils ne font qu'une seule rangée. Tranquillement, la foule fait le tour du cordon, ou même le traverse, et continue son chemin tout en chantant, riant, criant. J'aperçois les banderolles des JGS. Ils ont été très intéressés d'apprendre que des gens en Grande-Bretagne suivaient leur lutte de si près. On fraternise en quelques minutes. « C'est une chose, l'un d'entre eux me dit, que ni vos dirigeants ni les nôtres ne pourront jamais comprendre ».*

9 heures du soir. *Avec le piquet devant la Poste Centrale et centre de tri. Des postiers étaient allés aux JGS demander du renfort. Une douzaine de camarades viennent immédiatement, d'autres nous rejoignent ensuite.*

La majorité des 2 000 *postiers sont en grève depuis une semaine. Les jaunes travaillent, protégés par des paras à mitraillette et des gendarmes. Tout le courrier de Bruxelles passe maintenant par cette poste. Une seule entrée est utilisée et elle est bien gardée. Les équipes se relaient jour et nuit car les autorités sont conscientes de la nécessité de maintenir ne fut-ce qu'un personnel très réduit. Des camions transportent les jaunes. Ils sont copieusement sifflés. Le piquet fort de 50 hommes ne peut approcher l'entrée du dépôt à moins de 80 mètres, aussi tout contact verbal ou physique avec les jaunes est impossible. Il y a donc peu à faire, mais les gars du piquet sont aussi conscients que leurs dirigeants de la nécessité de maintenir un piquet important. On me répète à chaque instant que c'est un des points-clé de la grève à Bruxelles.*

Il fait très froid. Nous arpentons le trottoir entre les passages des camions de jaunes. Un petit nombre seulement sont des postiers. Les autres des militants des autres syndicats, du PSB ou des JGS.

Un jeune postier me dit qu'il y avait les premiers jours un immense piquet formé de postiers. « Mais il y avait trop de troupes. Nous envoyons maintenant un piquet symbolique. Nous savons qui travaille ».

Je le questionne au sujet de l'organisation des ouvriers des postes. 50 % appartiennent à la Centrale Générale des Services Publics, affiliée à la FGTB. 30 % à la Confédération Chrétienne Syndicale. Les autres ne sont pas syndiqués ou appartiennent à des syndicats neutres.

Il me dit qu'à la FGTB à laquelle il appartient, il n'existe pas de réunions régulières des ouvriers de sa branche. De temps en temps, quand il faut rendre compte de décisions importantes, les dirigeants syndicaux convoquent les hommes à des meetings. A ces meetings assistent 80 % *des ouvriers. « Les dirigeants nous confient leurs décisions. Ils prennent la température du meeting. S'il y a une grosse opposition, on modifie un peu les choses ». Je lui demande s'il n'y a jamais de réunion de tous les ouvriers d'un secteur indépendamment de leur affiliation syndicale. Non, dit-il. Il est d'accord que ce serait une bonne chose. « Nous sommes très divisés, c'est ce qui nous affaiblit ». Il a été aux JGS mais ne s'occupe maintenant que d'affaires syndicales. Il est intéressé par les shop-stewarts anglais.*

Il y a des élections annuelles pour déterminer la répartition des délégués entre les divers syndicats s'occupant des ouvriers des postes. Dans un certain bureau, l'élection peut montrer que la FGTB aura trois délégués, les chrétiens deux, et les autres un. Ils ne sont pas révocables. « On les voit trop rarement ».

A ce moment des gendarmes passent sur le trottoir. Ils sont salués par l'Internationale.

10 h. 30 du soir. *Assemblée générale aux JGS. Environ 40 camarades assis sur des caisses ou des chaises défoncées. Un tiers de filles. Personne ne semble avoir plus de trente ans. Sur les murs des affiches au sujet de la révolution algérienne, de leurs propres activités, et un portrait de Lénine. Ils ont déjà discuté de ce qu'ils allaient faire le lendemain. Certains slogans ont été décidés : « Eyskens au poteau » — « Grève jusqu'au bout » — « Aux banquiers de payer » — « Les soldats avec nous » — « Les usines aux ouvriers ». Deux camarades ont été chargés de contacter les Jeunesses Communistes en vue d'une action commune jeudi prochain.*

Les Jeunesses Communistes ont accepté tous les slogans sauf le dernier « Les usines aux ouvriers ». La délégation a alors décidé de retirer le slogan « offensant ». Mais l'assemblée proteste à l'annonce de cette nouvelle. « Mandat dépassé » entend-t-on de toute part. Un vote défie l'action des délégués et soutient le slogan incriminé. Les délégués sont chargés de contacter les J.C. et de leur dire : « nous marcherons séparément s'il le faut, mais nous passerons les slogans que nous voulons ».

Les pancartes sont faites. Le lendemain le slogan « Les usines aux ouvriers » sera repris plusieurs fois par la foule. Les journaux auront des photos des camarades avec cette pancarte. La Télé l'aura montré. Le message aura été porté à des dizaines de milliers de maisons ouvrières.

Aujourd'hui, la grève s'est encore étendue. 35 000 *métallurgistes de la vallée de la Senne ont quitté le travail. La grève s'est étendue à* Peugeot, Raguneau, Métallurgia, Rateau, Acomal *et* Triumph. *Elle a gagné Ypres, Courtrai et Alost ; l'ameublement à Malines et le textile et la chaussure à Termonde.*

Il y a eu des manifestations massives à Bruges et à Gand où 1 000 *personnes étaient dans la rue. Il y a eu des bagarres avec la police. A Namur les flics ont dit aux grévistes : « Vous pouvez avoir un autre Grace-Berleur si vous le voulez ».*

A Charleroi, nous raconte un camarade, les grévistes ont formé des queues devant les bureaux de poste où quelques jaunes travaillent, protégés par la police. Tout usager est envoyé au bout de la queue où il perd patience et s'en va. Un par un les grévistes entrent pour acheter des timbres à dix centimes en tendant des billets de banque et réclamant de la monnaie, disant au jaune : « Dépêchez-vous, vous êtes là pour ça ».

Bruxelles, jeudi 29 décembre.

10 heures du matin. *Il y a déjà une foule énorme devant la Maison du Peuple. Voici les travailleurs de Bruxelles par milliers : ceux de la métallurgie du faubourg « rouge » de Forest, les chemi-*

nots, les traminots, les employés des postes, les employés municipaux, ceux des bureaux, les vendeuses, les ronds de cuir, des jeunes, des vieux, des vétérans, et des gens qui participent à ce genre de choses pour la première fois, tous unis dans la lutte contre les récentes décisions du gouvernement, tous bien résolus à dire : « Non, ça va pas toujours être sur notre dos qu'ils vont résoudre leurs problèmes ». C'est un spectacle impressionnant. La foule envahit la rue, se répand dans toutes les rues avoisinantes, les vendeurs de journaux distribuent Le Peuple *(journal du parti socialiste),* La Wallonie *(journal des syndicats liégeois),* Le Drapeau rouge *(journal du parti communiste), et* La Gauche *(journal de gauche du parti socialiste). Ils en vendent beaucoup. Les gens sont de bonne humeur. Ils achètent tous les journaux qu'ils peuvent, car ils sont avides de nouvelles. Ils sont heureux du spectacle de leur propre nombre.*

On fixe des haut-parleurs sur le rebord des fenêtres de la Maison du Peuple. Les dirigeants des syndicats et des partis haranguent la foule, assurent qu'ils se battront jusqu'au bout, qu'ils ne feront pas de compromis, que la loi unique ne sera pas amendée, mais rejetée en bloc, que le mouvement s'étend et que le gouvernement est forcément impressionné par la force numérique et la discipline des milliers de grévistes. La foule est heureuse d'entendre tout cela. Des contingents de quelques grandes villes comme Gand, Anvers, Liége, défilent dans les rues et sont bruyamment applaudis. Finalement la procession déploie des banderolles dénonçant la loi unique en français et en flamand.

Lentement les manifestants progressent jusqu'à la « zone neutre » du Parlement et où il est interdit de pénétrer. La zone est entourée par des barbelés et pleine de gardes à cheval, de troupes avec des jeeps, de détachements de gendarmerie, de pompes d'incendie... Une petite délégation de l'Action Commune est autorisée à pénétrer et est reçue par le Premier Ministre. Le défilé se poursuit à travers les rues augmentant sans cesse de volume.

En passant devant les grosses banques le slogan « Les banquiers doivent payer » est repris par les manifestants. Les fenêtres de certaines banques sont bombardées avec des boulons dont les manifestants semblent abondamment pourvus. Les flics qui bordent le trottoir semblent complètement désemparés. A un moment ils tentent d'entourer quelqu'un qui veut jeter une grosse brique. Un grondement de colère de la foule les repousse. Certains projectiles ratent leur but mais retombent sur le trottoir. Rendus confiants par leur nombre, les gens vont les récupérer aux pieds même des flics. Le rapport des forces n'est plus ce qu'il était hier devant la Poste.

La presse socialiste commente ainsi : « après dix jours de grève très dure, les manifestants de jeudi n'ont pas montré d'hostilité à l'égard des commerçants du Centre. Si des fenêtres ont été saccagées dans quelques entreprises représentant le grand capital, c'est que les ouvriers se rendent bien compte d'où vient l'agression menaçant leurs conquêtes sociales ». Quel aveu de la part du porte-parole du parti social-démocrate !

Marchant à trente de front, occupant toute la largeur du boulevard, la procession s'étend à perte de vue. L'Internationale *est reprise à tout instant. Il y a maintenant beaucoup de jeunes dans les tout premiers rangs. Ils chantent de tout leur cœur. Je ne puis m'empêcher de songer que voilà la réponse à ceux qui disent que la jeunesse est dépolitisée, que le prolétariat n'existe plus, qu'il s'est désintégré avec l'abondance capitaliste ou a été intégré dans la structure capitaliste. Le slogan « les usines aux ouvriers » est repris à chaque instant rencontrant un écho de plus en plus grand. Toutefois le plus populaire est sans aucun doute « Eyskens au poteau ».*

Après une heure de marche nous atteignons la place Fontainas où un grand meeting devait avoir lieu. C'est ici que la dispersion est décidée. La tête du mouvement est prise alors par les JGS et par un petit nombre de militants de Liége et d'Anvers. Ils en ont discuté

pendant les deux dernières heures. Que faire ? encore défiler ? d'autres discours ? quoi encore ? comment pouvons-nous intervenir ? que désire vraiment la foule ? est-ce une foule unique ou divisée ? A moins d'un kilomètre après le service d'ordre se trouve la Poste Centrale et les deux ou trois cents jaunes qui y travaillent sous protection.

Un mot d'ordre jaillit : « A l'action. A l'action. Assez de discours ». La foule ignore l'ordre de dispersion venant du haut-parleur, mais le cordon du service d'ordre est là. Trois cents, quatre cents, cinq cents personnes ont maintenant brisé le barrage. Les officiels aidés des syndicalistes et des parlementaires réussissent à le rétablir Une vingtaine de camarades du groupe de tête coupé du reste sont envoyés derrière le cordon. A nouveau les slogans reprennent, la foule se jette à travers la barrière. Le flot ne peut plus être contenu. Des milliers de personnes tournent le dos à la place Fontainas et se précipitent vers la Poste.

Le lendemain la presse socialiste décrira l'incident ainsi : « Les manifestants ayant atteint la place Fontainas ne s'arrêtèrent pas comme prévu mais filèrent vers le Midi qui était gardé par d'importantes forces de police ». En fait la pression de la foule avait été si grande que le journal était forcé d'assumer la responsabilité des événements : « ce n'était pas le fait d'agitateurs excités. La mer humaine qui avait surpris les militants de l'Action Commune était la manifestation d'une authentique explosion de colère, qui quoique pouvant prendre parfois des formes violentes, n'en est pas moins légitime quant à ses motifs ».

La procession avance vers la Poste. Un tram est repéré dans une rue latérale par quelques manifestants qui le prennent en chasse. Le chauffeur accélère et échappe de justesse. Les camarades en tête s'arrêtent, les rangs se reforment. Une foule peut faire preuve de beaucoup de discipline quand elle s'est fixée des objectifs de son choix. La procession regroupée avance. Il est évident que la police se trouve aussi surprise que les dirigeants syndicaux. Seuls une trentaine de gendarmes à cheval et une douzaine à pied sont devant la Poste. Ils sont hués. Les chevaux se cabrent et désarçonnent deux de leurs cavaliers tandis que la foule jette des boulons dans les rangs de la police. Comme les gendarmes ne tentent pas d'intervenir la foule les abandonne. A la Poste toutes les fenêtres du rez-de-chaussée sont brisées et certaines du premier aussi. Les pierres pleuvent sur l'immeuble pour à peu près dix minutes. Sous le regard impuissant d'une cinquantaine de flics terrorisés, les manifestants s'emparent de boites à ordures et les vident dans les bureaux où travaillent les jaunes. Un de ces camions qui servent à amener les jaunes au travail est renversé.

Finalement les renforts de police apparaissent. Mais ce n'est que sous la menace des sabres et des revolvers chargés que la rue est évacuée. La foule se retire vers la place Fontainas où Gedhof, délégué syndical de la Sabena, leur parle. Il annonce que 65 % du personnel de la Sabena *est en grève, mais que M. Dieu, le directeur a décidé que les sanctions les plus sévères seraient prises contre les grévistes. « M. Dieu se croit toujours au Congo ; pendant des années il a commandé des noirs ; il pense pouvoir faire pareil avec nous ».*

Liége, jeudi 29 décembre.

La grève est ici bien plus étendue qu'à Bruxelles. Tous les transports publics sont arrêtés depuis plusieurs jours. Plusieurs grands magasins sont fermés. D'autres obéissent à la requête de la FGTB et n'ouvrent que de dix heures du matin à une heure de l'après-midi. Des groupes d'environ une douzaine de policiers parcourent les rues. Des groupes de grévistes se rassemblent pour discuter. Beaucoup de gens se sont groupés devant les bureaux du journal local de la FGTB la Wallonie. *Plusieurs lisent le dernier numéro qui est placardé.*

D'autres contemplent la vitrine du local brisée il y a quelques nuits par des voyous d'extrême-droite.

La Wallonie *a joué un rôle important dans la grève. Elle a été le porte-parole de la partie la plus militante de l'appareil syndical. Elle a soutenu la grève en décrivant avec amples détails les principales concentrations des grévistes et elle a donné la totalité des déclarations des leaders de la FGTB et du PSB. Elle a essayé de coordonner la lutte, d'en haut, en annonçant les concentrations et les endroits où l'on pouvait trouver les journaux socialistes.*

Le 24 *décembre ce journal a publié un appel spécial aux troupes qui leur demandait de fraterniser avec les grévistes ; de ne pas être des briseurs de grève ; de ne pas être traîtres à leur propre classe. Cet appel, le plus dramatique des documents, dans la grande lutte de la classe laborieuse belge, mécontente le gouvernement. Le soir même, sur ordre de Bruxelles, les officiers de la justice accompagnés d'un juge et d'un Procureur du Roi, avaient la vile besogne de déchirer les affiches et de forcer les serrures des vitrines d'affichage. Au petit matin de Noël les bureaux du journal, les locaux syndicaux, les librairies, les maisons des dirigeants et des militants syndicaux furent perquisitionnées et partout le journal fut saisi.*

Dans son numéro suivant, le journal annonça hardiment : « La Wallonie *n'a pas l'intention de se taire. Elle continuera comme auparavant de combattre pour la bonne cause. Et on ne l'empêchera pas de faire son devoir même si elle est menacée de saisie* ».

L'article interdit fut repris par deux autres journaux socialistes, le Monde du Travail *et* le Peuple *qui furent saisis à leur tour. Des groupes de jeunes socialistes et de jeunes syndicalistes placardèrent les murs de la ville d'affiches reproduisant l'appel.*

Je sens qu'à cet état de la lutte, la Maison du Peuple va devenir un point crucial. Le rez-de-chaussée est un énorme restaurant coopératif où le café est servi gratuitement aux grévistes à toute heure du jour et de la nuit. Au-dessus, des groupes de camarades syndicalistes et socialistes sont en réunion permanente, dans les bureaux. Un énorme drapeau rouge pend aux fenêtres du premier étage.

Je leur explique ce que je viens de faire. Plusieurs camarades acceptent gentiment de me conduire à divers endroits. Tandis que j'attends je discute avec plusieurs personnes. D'abord avec un boueux. « *Nous avons arrêté le travail le premier jour. C'est même un peu nous qui avons commencé tout. Mais ils ne purent le supporter. La saleté leur fait peur. Nous avons été réquisitionnés le quatrième jour. Un gendarme, armé, à vélomoteur, est venu nous chercher à domicile avec l'ordre de réquisition. Le lendemain nous devions nous rendre à notre dépôt habituel. Et j'avais dit à ma femme de ne pas ouvrir la porte ! Le flic entra et jeta le papier sur la table. S'il ne vient pas on le mettra au bloc. Ils ont fait une loi en* 1789 *qui leur permet de le faire. Nous en avons discuté entre nous, nous ne voulons pas être en tôle des jours comme cela. Mauvais pour la santé, qu'on pensait, la tôle. On pouvait pas faire grand'chose derrière des barreaux. Alors on est allé travailler le lendemain... en portant ça :* et il me montra des affiches qu'ils avaient mis par-dessus leurs bleus « *réquisitionnés de force* », « *Solidarité avec les grévistes* », « *Non à la loi unique* ».

Un cheminot me raconte les événements de ce matin devant la gare des Guillemins. De très bonne heure un camion des postes conduit par des jaunes apportait des tas de journaux de droite de Bruxelles. Le camion devait être déchargé à la gare dans un dépôt postal, gardé militairement. Il avait été repéré par le piquet des cheminots avant de pouvoir atteindre le dépôt. Son contenu fit un énorme feu de joie qui servit aux piquets pour se chauffer.

Le congrès régional FGTB de Liége-Huy-Waremme, le 22 *décembre lança un appel pour l'arrêt total et immédiat du travail dans tous*

les secteurs de production et de distribution des entreprises publiques et privées. Il assura que la section locale du FGTB resterait unie jusqu'à la victoire finale.

8 heures du matin. *Plus de cent femmes font le piquet à l'entrée de la Poste Centrale à Liége. Elles font les cent pas sur le trottoir devant l'entrée par laquelle les « jaunes » pourraient passer. Trois policiers se tiennent devant la porte. Ils ont l'air gêné d'être au milieu de ces femmes. Le piquet semble efficace : peu de jaunes osent affronter la froide ironie de ces femmes résolues.*

Le premier jour il y avait eu trente femmes d'arrêtées sur les soixante du piquet. Cela avait fait toute une histoire à cause de la député Fontaine-Borguet qui se trouvait parmi elles. Elles furent donc relâchées immédiatement et reprirent leur place au piquet. Le lendemain il y avait 100 *femmes, maintenant plus de* 130. *Je pense à d'autres piquets de grève où des femmes ont été arrêtées et qui ne jouissaient pas de l'immunité parlementaire !...*

Midi trente. *Plusieurs centaines de gens se regroupent sur la place Saint-Paul du quartier général du FGTB. Là, ils sont rejoints par un millier de grévistes qui déambulaient sans but à travers la ville. On se retrouve environ* 2 000 *à attendre qu'il se passe quelque chose. Mais il ne se passe rien. On ressent péniblement l'absence de directives. Brusquement, un groupe de jeunes travailleurs se met à scander :* « *A l'action ! A l'action !* » *La foule reprend ce slogan. Une trentaine de jeunes se précipitent vers la porte du FGTB en criant :* « *on va les secouer* ». *Un officiel de troisième ordre montre le bout de son nez et improvise un discours sur la discipline. Puis arrive un dirigeant plus important qui se met à parler brillamment :* « *on doit être unis dans l'action. Allons tous à la gare !* » *La foule réagit avec enthousiasme, mais leur conception d'une marche sur la gare est manifestement différente de celle des dirigeants. Ils se mettent à crier :* « *les paras à l'usine* ». *La température monte. Le cortège avance d'un kilomètre environ. Il est alors dépassé par une camionnette officielle du syndicat munie d'un haut-parleur. Le cortège s'arrête. Des pancartes et des calicots sont distribués aux manifestants :* « *non à la Loi* », « *Eyskens, démission* », « *la Wallonie en a assez* ». *Les haut-parleurs diffusent les slogans des dirigeants et la foule les reprend de façon mitigée. Le cortège atteint la place de la gare, en fait deux fois le tour, à bonne distance des gendarmes alignés sur le trottoir, et se disperse.*

3 heures de l'après-midi. *Un jeune camarade a accepté de me conduire à Seraing, la grande banlieue industrielle de Liége. C'est le terrain de prédilection de Renard, le cœur de la grève. C'est là que vivent les milliers de métallos et de mécaniciens qui travaillent dans le complexe industriel de Cokerill-Ougrée. J'appris plus tard que beaucoup d'usines dans ce secteur avaient été fermées par les patrons eux-mêmes, dès qu'ils avaient compris que la grève serait générale.*

Les cheminées fument quand même : par un accord mutuel, les équipes de sécurité ont été maintenues.

La menace d'abandonner l'outil était l'atout de Renard, le sommet de sa stratégie. Un certain nombre d'ouvriers n'étaient pas d'accord : « *On peut bien gagner la grève et hériter d'un désert. Cockerill-Ougrée emploie plus de* 25 000 *hommes. Si on éteint les hauts-fourneaux des milliers d'entre nous seront sans travail pendant des mois* ».

La grève à Seraing est totale. Seules les épiceries sont ouvertes et seulement à certains moments permis par les syndicats. Tout est extraordinairement calme ; pas un policier, pas un piquet en vue. Pas de femmes ou d'enfants dans les rues. Çà et là des groupes d'hommes aux carrefours, ne faisant rien.

Nous arrivons à la Maison du Peuple où il y a quand même une certaine activité. Mon ami et moi sommes conduits dans un petit bureau où nous rencontrons trois membres du comité de grève, tous les trois officiels du syndicat. Les comités élus sont exceptionnels.

Ils nous regardent curieusement. « Oui la grève est solide. N'avais-je pas lu les journaux ? Tout est en ordre à Seraing. Qu'est-ce que j'espérais ? » Est-ce que les méthodes actuelles de combat seraient suffisantes pour faire capituler le gouvernement ? « Il faudra que nous y réfléchissions. A chaque jour ses tâches cependant ». Une marche sur Bruxelles ? « Oui, mais il faudrait une décision nationale ».

5 heures de l'après-midi. *Nous retournons par une autre route, le long de la rivière, et nous entrons à Liége par les faubourgs surpeuplés d'Outre-Meuse. Comme nous atteignons le quai sur la rivière Ourthe, une vision inoubliable s'offrit à notre regard. A 300 mètres de là, un pont traverse la rivière. Un cortège traverse le pont, trois énormes drapeaux rouges en tête ; on entend les accents de l'*Internationale. *Nous rejoignons rapidement le cortège qui est complètement différent de ceux que nous avons vus jusqu'ici ; il est entièrement composé de jeunes gens. Il s'est formé spontanément aussitôt que la nouvelle s'est répandue qu'un jeune peintre avait été tué le matin dans une manifestation à Bruxelles. A la tête du cortège une grande pancarte : « Eyskens assassin. A Bruxelles aujourd'hui un mort, dix blessés ». En vingt minutes le cortège est doublé de grosseur. Tout le monde chantait l'*Internationale *avec passion.*

Un très jeune homme harangua alors la foule : « Voilà leur vrai visage, voici ce qui nous attend. Qu'est-ce qu'on peut faire ? Au parti et au syndicat ils se contentent de bavarder, le gouvernement temporise. Le temps ne joue pas en notre faveur. On devrait faire quelque chose d'autre ». Les autres sont d'accord. L'idée d'une marche sur Bruxelles est accueillie avec enthousiasme. Mais qui l'organisera ? Les partis ? Les syndicats ? Mais ils ne veulent pas d'une telle marche ; ou bien ils veulent s'en servir comme une soupape de sécurité. Qu'est-ce qu'on peut faire alors ? « On peut répandre l'idée de cette marche. On doit nous-mêmes contacter les gens dans d'autres villes. Personne ne le fera pour nous ». D'autres orateurs parlent sur le même ton. Le cortège retourne en ville et dépose une protestation à l'Hôtel de Ville (la seule chose qu'il puisse faire actuellement) et se disperse. Une pluie dense se met à tomber.

8 heures du soir. *Dans la voiture d'un camarade du PSB de Liége nous visitons plusieurs Maisons du Peuple aux environs de Liége. Elles ressemblent beaucoup aux Workingmen's clubs en Angleterre. Ce sont les quartiers généraux de la grève. C'est ici que les grévistes se présentent tous les jours ou tous les deux jours selon la région ou selon leur occupation. C'est ici que les allocations de grève sont versées. Bien qu'elles varient avec les régions, elles sont en moyenne de trois mille francs français par semaine. Les fonds de solidarité qui arrivent de plus en plus de tout le pays et de la nourriture gratuite sont distribués ici aux familles dans le besoin. Les « Populaires » sont aussi des centres de distribution pour les journaux de la classe travailleuse. C'est ici que l'on établit la rotation des piquets et d'autres décisions locales importantes. Avant la grève les Maisons du Peuple avaient surtout une fonction récréative. Plusieurs projetaient régulièrement des films « socialistes ».*

Non loin de là, nous passons sur un pont qui enjambe la ligne Bruxelles-Liége. Un soldat est assis seul sur le parapet, une mitraillette d'un côté et un thermos de l'autre. Il converse avec trois cheminots qui viennent de lui apporter de la soupe fumante. Quand ils l'ont quitté je vais le voir et lui dit qui je suis. Il a l'air sympathique. Il me dit qu'il discute avec les gens d'ici tous les soirs. Il a été rappelé d'Allemagne il y a 3 jours. Non, il n'est pas un conscrit, il a fait son service puis s'est rengagé. Son père est maçon à Namur. Que pense-t-il de la grève ? Il n'y a pas moyen de faire autrement ! A-t-il entendu parler de l'appel dans le numéro saisi de la Wallonie ? *Bien sûr ! Alors ? Il me regarde droit dans les yeux : « Je ne tirerai jamais sur pareil à moi ! » (en français dans le texte, N. du Tr.).*

Liége, vendredi 30 décembre.

6 heures du matin. *Avec le piquet de grève, à l'extérieur de la gare de Vuillemins. C'est un des endroits importants : il y a au moins 80 hommes qui font le piquet. Ils sont de bonne humeur : les événements d'hier matin ont réchauffé les cœurs.*

Il ne se passe rien de très important : il est trop tôt pour que « Messieurs les Gendarmes » fassent une apparition.

Le piquet est composé d'éléments divers : des postiers, des cheminots, des mécaniciens, des employés de bureau, et même un mineur ; c'est à lui que j'adresse la parole : il travaille dans un petit puits à Milmott. Ce puits emploie 450 hommes de fond, 150 à la surface. Ils se sont mis en grève mercredi 21 décembre, dès qu'ils ont appris que les employés municipaux de Liége avaient débrayé. « Rien n'aurait pu nous arrêter. Cela faisait des semaines que l'on s'agitait contre la Loi Unique. Tous les hommes étaient prêts pour l'action. Les chefs syndicalistes temporisaient... Puis ce fut comme une grande vague, en quelques heures tous les mineurs avaient quitté leur travail. La décision officielle ne vint que 24 heures plus tard ! »

D'autres piquets nous firent le même récit : solidarité spontanée et massive à la base, puis décision officielle qui ne fait que ratifier le fait établi. Néanmoins une fois que la machine bureaucratique se fut mise en marche, cela donna une impulsion plus grande à la lutte.

Liége, samedi 31 décembre.

10 heures du matin. *Théo Degace, le député communiste de Liége, tient un meeting en plein air sur la place de la République française. Il y a environ 600 auditeurs. Il y a trop peu de contact, dit-il, entre les organisations officielles et les grévistes. Il avertit la foule de se méfier des agitateurs et des provocateurs. Pour lui, la tâche principale est d'empêcher que la Loi Unique soit votée à la session du Parlement du 3 janvier. Un tract officiel du parti communiste est distribué pendant le meeting. Il se termine ainsi : « Si, malgré la volonté populaire, la majorité réactionnaire du Parlement devait continuer à supporter la Loi Unique, la lutte continuerait. Que le gouvernement n'ait aucun doute là-dessus ! Un Parlement qui s'oppose de manière si flagrante à l'opinion publique devrait être dissous sans délai ! Les grévistes sont forts. Surtout pas d'actes irresponsables qui pourraient nous affaiblir ».*

La foule écoute sans grand enthousiasme. Les étiquettes sont différentes mais les remèdes sont les mêmes.

10 heures du matin. *Une manifestation de deuil pour la mort d'un peintre à Bruxelles a été arrangée à la hâte par l'Action Commune. On manifestera en silence. Pas de banderolles. Seuls des drapeaux rouges bordés de noir seront autorisés. « C'est le ciel qui leur envoie cette occasion » me dit un jeune employé de banque. « Ça leur permettra de contenir le mouvement un peu plus longtemps. Sans l'excuse d'un défilé en silence il y aurait eu vraiment de la bagarre aujourd'hui ».*

Le cortège commence à 6 000 environ. Pendant la première demi-heure on ne crie ni ne chante. Les gens se racontent leurs expériences et commentent les événements des dernières journées.

Le cortège a maintenant traversé le fleuve. Les premiers incidents se produisent alors que nous passons devant un grand magasin qui n'a pas obéi à l'ordre de la FGTB de fermer. Un groupe de manifestants entrent, l'air menaçant. Le service d'ordre intervient à la hâte. C'est eux qui vont parler au directeur. Les manifestants sortent, mécontents, mais attendant dehors. Après quelques minutes, les volets sont baissés. Le directeur a décidé de participer au deuil !

Un peu plus loin nous passons une pancarte de « l'Union de la Classe Moyenne » qui dit « LIBERTE D'ABORD ». Ce qui doit signifier la liberté pour les jaunes de travailler et pour le Gouvernement d'utiliser tous les moyens de briser la grève. Le propriétaire de la

boutique reçoit l'ordre de retirer cette pancarte. Après avoir regardé la foule il obéit. Plus loin des boutiquiers essayent de protester. Pas pour longtemps ! Si les pancartes ne disparaissent pas, ce sont les vitrines qui volent en éclats. L'atmosphère change petit à petit. Les manifestants recherchent maintenant des pancartes hostiles et des magasins ouverts. Quelques membres du service d'ordre et notamment les étudiants socialistes déplorent ce changement. « Camarades, souvenez-vous que c'est une manifestation en silence. Suivez les mots d'ordre ».

1 heure de l'après-midi. *Je suis avec un groupe de camarades du journal* La Gauche. *Ils ne se font aucune illusion au sujet des dirigeants des partis et des syndicats. Mais ils continuent de croire que des solutions peuvent être apportées au sein des présentes organisations. L'idée qu'ils devraient s'unir et tirer un tract leur semble du sectarisme.*

Ernest Mandel, éditeur de La Gauche, *écrit dans une édition spéciale du 24 décembre : « Les ouvriers craignent qu'à la chute du présent gouvernement le Parti Socialiste n'entre dans une coalition « afin d'éviter que le pays ne devienne ingouvernable ». L'immense majorité des grévistes ne tolérera un tel renversement des alliances (parlementaires) que si :*

a) *le nouveau gouvernement abandonne la Loi Unique. C'est-à-dire non seulement les mesures d'austérité, mais aussi l'augmentation des impôts indirects.*

b) *que le nouveau programme ministériel retienne l'essentiel des « réformes de structure ». Si ces deux conditions ne sont pas remplies, on doit s'opposer absolument à toute participation socialiste à un gouvernement dont le but serait de terminer la grève ».*

Mandel croit que de tels objectifs peuvent être atteints même avec des députés bourgeois. Sous le titre « Moments décisifs » il écrit : « Une nouvelle majorité parlementaire réalisée sur le retrait de la Loi Unique et le vote d'une réforme fiscale et des « réformes de structure » pourrait bien émerger. Il suffirait que les Chrétiens-Démocrates écoutent les voix de leurs électeurs et, sous la pression de la grève, se rangent aux opinions de ceux qu'ils représentent ».

3 heures de l'après-midi. *Nous revenons à Bruxelles dans une petite Citroën. D'autres souvenirs affluent à ma mémoire : la sympathie à l'égard des grévistes de la part des petits boutiquiers et des bistrots ; les fermiers fournissant des légumes gratis aux Maisons du Peuple ; des hommes, des femmes, des enfants, n'ayant pas dormi depuis plusieurs jours, aux piquets, comme agents de liaison, participant à des meetings, des marches, des manifestations, tous bien décidés à exprimer leur volonté, sentant bien pour une fois que ce qu'ils font, ce qu'ils pensent a vraiment de l'importance, tous tirés de l'anonymat de leur vie de tous les jours et confrontés à l'image de leur nombre, de leur cohésion, de leur force...*

La solidarité fut immense dans cette grève. Au début de la grève le ministre de l'Intérieur avait demandé à tous les bourgmestres de signaler tous les fonctionnaires absents de leur travail. Les 62 bourgmestres socialistes ont décidé de ne tenir aucun compte des ordres du ministre et proclamé leur entière solidarité avec les grévistes à Liége. Il en fut de même à Verviers, Nivelles, Charleroi, Namur et dans le Borinage.

Le pouvoir est sans force, l'initiative est aux mains de la classe travailleuse. Je me rappelle une conversation avec deux camarades à Liége. « Les dirigeants nous disent de faire ceci, cela. Nous ne savons plus. C'est à nous, les ouvriers, de décider. C'est nous qui nous faisons descendre, c'est nous qu'on fout en taule. Nous ne serons pas roulés si c'est nous qui décidons comment il faut lutter ».

Martin GRAINGER.

La grève vue par des militants français

Plusieurs de nos camarades ont été en Belgique tout au long de la grève. On trouvera ici la relation de ce qu'ils ont vu et entendu là-bas.

Bruxelles, lundi 2 janvier.

10 heures du matin. *Le personnel de l'aéroport se réduit à une dizaine de personnes visibles. On plonge dans une ville morte. Partout des grands panneaux : « En raison des événements, les trains vers Bruxelles sont supprimés ». Je note le mot. En Algérie aussi on parle des « événements ». Partout où leur suprématie est contestée, les bourgeois n'osent pas appeler les choses par leur nom. Finalement j'utilise un « train de prestige » que le gouvernement fait circuler à l'aide de quelques jaunes, toujours sur le même itinéraire, faute d'aiguilleurs (des grévistes citeront le cas d'un train de marchandises complètement vide qui fit six fois l'aller et retour entre Namur et Charleroi).*

Tout le long du trajet, des trains immobilisés, des usines désertes. Parfois, des bureaux éclairés. Le directeur est à son poste. Sur la voie, un militaire tous les 100 mètres. Près des ponts et des aiguillages, ils sont plus nombreux.

A Bruxelles, l'aspect change. La circulation est presque normale, les tramways circulent, les magasins sont ouverts. Une certaine fièvre est pourtant sensible. La police ou l'armée garde les édifices publics et les armureries. Pourtant le service d'ordre reste très faible. Toutes les forces sont concentrées dans la « zone neutre », c'est-à-dire le Palais Royal et le Parlement. Le Gouvernement a organisé là une véritable forteresse. La circulation y est contrôlée. Des chars sont en position.

Une réunion à la Maison du Peuple.

Je me rends aussitôt à la Maison du Peuple, guidé par des petits groupes de grévistes qui vont aux nouvelles. En approchant, les groupes se font plus nombreux, on s'interpelle, les discussions s'animent. Tous posent la même question, et les bourgeois qui regardent de leurs fenêtres aussi : « Le mouvement reprendra-t-il, après la cassure de Noël et du Nouvel An ? ». Chacun est décidé, mais chacun s'inquiète de l'attitude des autres, et surtout de l'attitude des dirigeants syndicaux. Car la lutte est commencée depuis deux semaines, et chacun sent que les jours suivants seront décisifs.

*Lorsque j'arrive, la rituelle réunion d'information touche à sa fin. La salle est houleuse. Il y a environ 1 200 grévistes. Au bureau, Brohon, qui vient d'annoncer une concentration dans Bruxelles pour le lendemain, mardi 3 janvier à 10 heures, parle de la nécessité de manifester dans la dignité, d'éviter les provocations qui se « retournent contre nous », et dénonce les « irresponsables ». La salle scande violemment : « Marche sur Bruxelles », « Grève générale ». Les « commissaires » au brassard rouge, tentent de ramener le silence. Finalement, Brohon entonne l'*Internationale, *reprise par les commissaires puis peu à peu par la salle. Un commissaire qui me voyait prendre des notes s'approche ; je le questionne. Il m'explique que la grève générale n'a jamais été décrétée à Bruxelles, où les grèves sont tournantes. Les traminots tel jour, les grands magasins tel autre, etc...*

« Pour ne pas essouffler les gars, et puis ça gêne le gouvernement, vous comprenez ».

— « Tu parles si je comprends ».

Ma réponse a l'air de le vexer. Je le plaque.

En sortant, les commentaires vont bon train : « C'est pas comme ça qu'on obtiendra quelque chose », « la dignité, je l'emmerde ». Mais même les plus combatifs et les plus conscients se raccrochent à la manifestation du lendemain que chacun voudrait décisive. Pendant toute la durée de la grève, cette attitude a persisté : « Demain, ça pètera ; demain, il faudra bien qu'ils fassent quelque chose ». Chacun espère une relance politique et ne voit d'autre moyen pour rompre l'immobilisme des organisations que des manifestations violentes. Beaucoup espèrent que les grévistes du Borinage viendront à Bruxelles malgré les dirigeants.

Chez les Jeunes Gardes Socialistes (3).

Au local des Jeunes Gardes Socialistes, l'attitude est la même, mais l'ambiance est toute différente. Elle regroupe dans une certaine confusion idéologique des éléments très combatifs. Sur le Congo, l'Algérie, ils sont les seuls en Belgique, avec l'équipe du journal La Gauche, *à avoir pris des positions révolutionnaires.*

Depuis le début des grèves, ils déploient une activité extraordinaire, au point que le Parti Socialiste a fait planer la menace de provoquer leur dissolution.

L'accueil est méfiant, on craint les indicateurs. Heureusement j'ai de quoi prouver qui je suis. Aussitôt rassurés, les jeunes Gardes font preuve d'un sens de la solidarité internationale vraiment extraordinaire. Malgré leur activité débordante, ils feront leur possible pour m'aider. Pendant tout mon séjour je serai admis, et je me considérerai, comme l'un des leurs.

Tout en peignant un calicot pour la manifestation du lendemain, nous discutons de la situation. Les répercussions en France et en Europe, la signification de cette lutte pour le mouvement ouvrier. Ce qui est possible, ce qui ne l'est pas. Tous font une critique extrêmement violente de l'attitude des parlementaires socialistes et des bonzes syndicaux : « Ce sont des cons, des lâches, ils ne comprennent rien, ils défendent leur fromage ». « La grève bouscule leurs habitudes autant que celles des bourgeois ». « Ils ne font pas confiance aux ouvriers ».

Je suis stupéfait de la violence des critiques, d'autant plus que pour la plupart, cette prise de conscience est très récente. Elle s'est faite à la faveur des multiples conflits qui sont nés au cours de la lutte. Pourquoi se faisait-on traiter de provocateurs dans les concentrations, par les commissaires ? Pourquoi ceux-ci lançaient-ils le lamentable « Eyskens boïten » (4) pour couvrir les slogans des JGS : « Marche sur Bruxelles. Grève générale. Les usines aux ouvriers » ? Pourquoi était-il soudain si difficile d'obtenir du papier pour les tracts ? Peu à peu, la prise de conscience s'approfondit. Certains font état de la rage des ouvriers qui ne comprennent pas que 15 jours après le déclenchement de la lutte, la grève générale ne soit même pas décidée à Bruxelles, et qu'on leur ordonne de reprendre le travail, de le quitter, de le reprendre encore... Peu à peu on se rend compte que ce n'est pas seulement une question de personnes ou de tactique, mais que les objectifs ne sont pas les mêmes : « le travail quotidien d'un bureaucrate politique ou syndical n'a aucun rapport avec les tâches à remplir en période de lutte ».

Tous se rendaient compte d'une part, que pour obtenir la victoire,

(3) Jeunes Gardes Socialistes : organisation de jeunes du Parti Socialiste Belge, très à gauche et en opposition avec la direction du PSB.

(4) « A bas Eyskens ».

il fallait absolument que la lutte soit organisée, et d'autre part, que la bureaucratie politique et syndicale était incapable de jouer ce rôle, qu'en fait elle « gaspillait la combativité des ouvriers ». Personne ne comprend par exemple pourquoi les dirigeants s'opposent à la « Marche sur Bruxelles ». On m'explique que cette « marche » est traditionnelle dans le mouvement ouvrier belge. En 1950 elle a provoqué la chute de Léopold. Mais surtout, à Anvers, à Gand, à Bruges et dans bien d'autres endroits, les ouvriers flamands sont aussi combatifs que les ouvriers wallons, mais sont écrasés par une société paysanne et cléricalisée. De plus, contrairement aux régiments wallons, les régiments flamands obéissent inconditionnellement au gouvernement. Seule la solidarité de travailleurs wallons et flamands peut assurer la victoire.

Mais comment organiser cette solidarité ? Comment faire pour que les wallons, qui ressentent aussi ce besoin, brisent l'opposition des leaders ? Faute de moyens, les JGS espèrent que des incidents violents à Bruxelles le lendemain obligeront les bureaucrates à agir.

Dans le Borinage.

Le soir même, je profite de la voiture d'un gréviste pour aller à Mons. Là-bas tout est calme. La grève est totale. Les grévistes fraternisent avec la police, et avec les quelques militaires du contingent qui sont là, les autres n'osent pas bouger, de peur de provoquer des incidents.

Vers Charleroi, pour empêcher les mouvements de troupes, des arbres coupés sur la route, des barrages de pavés, des clous, et même une grue de 70 tonnes, couchée sur la chaussée. Dans la grande salle de café, qui est aussi le local syndical, une cinquantaine de grévistes. Les conversations sont animées. Dans la salle, derrière, on fait des paquets de sandwiches pour les piquets, ainsi que de la soupe et du café. Continuellement, des voitures partent ravitailler les piquets, ou pour les relayer. Tous ceux qui sont présents participent à l'organisation. Je suis tout de suite invité à une table. Ils sont contents qu'un camarade français s'intéresse au mouvement. « Quelles sont les répercussions en France » ? On voudrait bien que les syndicats français empêchent réellement la livraison d'électricité à la Belgique. Ils savent que tout dépend de la situation à Bruxelles et en Flandre, mais ils sont décidés à tenir jusqu'au bout. « La Loi Unique, c'est important, mais les causes sont beaucoup plus profondes ». « On en a marre, tu comprends ». « Ils se foutent de nous » ! « Même si on n'obtenait rien, on leur a quand même montré qu'on les emmerde », « ils ont la frousse ». Un vieux cheminot : « J'ai jamais connu une ambiance comme ça, on n'a jamais été aussi heureux ». Ils sont tous très fiers que le mouvement soit de la base. « Le syndicat, y croyait pas qu'on en serait capable, mais ça peut durer encore un mois, on leur en a bouché un coin ». Tous ont les yeux tournés vers les Flandres : « T'as vu à Anvers et à Gand ». A cette date, aucun orgueil wallon, au contraire, on admire les camarades flamands qui sont dans des conditions plus difficiles. On regrette presque que la situation soit si calme ici. Je leur parle de la « marche sur Bruxelles ».

— « Ah ! Si on la fait, ça pètera ! mais il faut attendre que les syndicats la décident, on peut pas l'organiser comme ça ».

Mais leur victoire est si totale en Wallonie qu'ils sont presque sûrs du succès. « Bien sûr, si le gouvernement gagnait en Flandre, le fédéralisme serait la seule solution ». « Il faudrait lui faire payer cher ». Cinq jours plus tard, après l'échec politique des concentrations de Bruxelles, mardi et mercredi, malgré le nombre des participants, et après les tentatives de compromis des parlementaires socialistes, on assistera au réveil d'un « nationalisme wallon » encouragé par l'appareil syndical. Des mensonges purs et simples et des arguments racistes commencent même à circuler.

Une dernière question : l'abandon de l'outil. — « Ça c'est grave,

tu comprends ». « Ça radicaliserait la lutte ». Tous y sont favorables, « pourvu qu'on soit prêt à aller jusqu'au bout ».

Mais en dehors de l'élément psychologique, on ne voit pas ce que ça rapporterait de plus. La Marche sur Bruxelles leur semble plus efficace. Mais on commence à parler de nids de mitrailleuses et de barrages de l'armée sur la route de Bruxelles. En réalité, les seuls barrages sont des barrages de grévistes, comme je le verrai le lendemain.

Les concentrations du 3 et 4 janvier à Bruxelles.

La lutte est commencée depuis 15 jours. Toute la Belgique a les yeux tournés vers Bruxelles. Ces journées seront décisives. Tout est encore possible, mais si le mouvement ne s'amplifie pas à Bruxelles et en Flandre, si les organisations qui ont très vite repris le contrôle du mouvement se figent dans l'immobilisme, l'échec final est inévitable, le séparatisme wallon ne peut constituer qu'une satisfaction d'amour-propre, et un moyen pour l'appareil syndical de sauver les meubles.

Mardi 3 janvier.

10 heures. *Plus de dix mille personnes devant la Maison du Peuple. Je viens de rentrer de Mons avec des Borains qui voulaient se battre à Bruxelles, Tout le monde est décidé et anxieux : « Va-t-il enfin se passer quelque chose ». Les commissaires sont très nombreux, 3 rangs en tête, et tout le long du cortège, en serre-file. Pour la n^e^ fois les grévistes vont défiler pendant des heures dans Bruxelles. La police reste passive. Les gendarmes surveillent de loin. Souvent les slogans des JGS (Marche sur Bruxelles — grève générale — les usines aux ouvriers) couvrent les slogans officiels (Loi Unique Non ! Eyskens boïten). Devant les banques la foule scande : « les banquiers doivent payer » ! Les vitrines volent en éclats. Les commissaires se précipitent pour maîtriser les « provocateurs », mais la foule prend leur défense et la pluie de boulons redouble. Pourtant une vitre de plus ou de moins, tout le monde s'en fout. Tous attendent le meeting qui doit clôturer le défilé. Or, arrivés place Rodgers, les commissaires et les calicots, en tête, se dispersent dans 4 ou 5 directions différentes, suivis par des groupes compacts. La concentration est disloquée. Quand la foule s'en rend compte, il est trop tard, malgré les efforts des JGS et des étudiants qui s'assoient par terre. Finalement, les groupes de manifestants sont dispersés. Quand les gendarmes à cheval font leur apparition, il reste à peine 1 000 manifestants. Les incidents violents qui suivront ne font que traduire la rage d'avoir été une fois de plus trahis. La foule attaque les gendarmes et les bloque dans une rue adjacente aux cris d' « Assassins ! » et en lançant des boulons et des billes pour arrêter les charges de cavalerie. 3 fois, les gendarmes nous chargent sabre au clair. D'un camion un gendarme nous menace de son revolver. Un incident mortel est possible, mais pourquoi ? De loin, cette combativité sans objectif peut paraître absurde... En rentrant un JGS me dit : « Heureusement qu'il y a eu ça, il faut que les wallons sachent qu'on se bat à Bruxelles ».*

Mercredi 4 janvier.

Même scénario, mais les positions sont plus tranchées. Le service d'ordre est décidé à ne pas se laisser déborder, et les manifestants ne veulent pas une fois de plus perdre leur temps. Pendant le défilé, le ton monte. De nombreux incidents éclatent entre les grévistes et les commissaires, et entre les manifestants. Les ouvriers tiennent à se démarquer des petits-bourgeois sociaux-démocrates. A plusieurs reprises, des ouvriers crient : « Pas de bourgeois dans le cortège ». Beaucoup commencent à ressentir l'antagonisme entre leurs intérêts d'ouvriers et les intérêts des petits-bourgeois qui sont contre la loi

unique pour défendre leurs privilèges. La mystification propagée par l'appareil syndical rend cette prise de conscience difficile. Elle n'apparaît pas au niveau politique mais devient très nette au niveau des méthodes de lutte. « Les manifestations dans la dignité et la légalité, on en a marre ».

Arrivés place Fontenas, les commissaires veulent reproduire leur tactique de la veille. Ils se scindent en répétant : Demain, 10 heures, à la Maison du Peuple, mais cette fois ça ne marche pas. La foule exige un meeting. Un dirigeant syndical prend la parole, parle de l'unité nécessaire, explique que la division entre « nous » serait une catastrophe, déclare que la lutte sera poursuivie jusqu'au bout, puis proclame la dislocation. Cette fois, la foule explose et reprend en masse les slogans qui avaient ponctué ce beau discours : « Marche sur Bruxelles, grève générale » puis bientôt : « à l'action », « trahison », « démission ». Un manifestant me montre une bouteille de nitro-glycérine : « S'ils ne font rien, ils l'auront sur la gueule au lieu des gendarmes ». La combativité est extrême, mais sans objectif, la foule ne sait que faire. Soudain les étudiants socialistes et communistes hurlent : « Au Parlement ». Etant donné les forces concentrées là-bas, c'est absurde. Tout le monde en est conscient, les Jeunes Gardes que je rencontre sont consternés. Cet objectif visiblement irréalisable sans organisation et sans « une marche sur Bruxelles » démobilise les éléments les plus combatifs. Plus de 2 000 personnes s'y rendent cependant. Les incidents seront là encore très violents. Deux tramways sont saccagés, la gendarmerie, puis la police nous chargent plusieurs fois et des petits groupes de grévistes manifestent tard dans la nuit. Un jeune ouvrier, devant l'immeuble de la SABENA, *en fuyant devant une charge de gendarmes : « Qu'est-ce que tu veux qu'on fasse tout seuls contre les flics ? Ces salauds-là n'organisent rien d'efficace ».*

Interview de « blousons noirs » :

Citation d'un journal : « Ce genre de manifestation est l'œuvre de provocateurs étrangers à la grève, de blousons noirs »...

— Alors, c'est vous les éléments étrangers, les perturbateurs qui troublent les manifestations dignes et pacifiques, de vos provocations ?

— Bien sûr que c'est nous. Toujours en tête. Tu peux dire que c'est nous qui menons les cortèges.

— Vous menez les cortèges ?

— Oui, c'est nous qui animons les manifestations de rue. Mais, crois-le bien, les autres nous suivent ! Simplement, ils sont un peu plus vieux, plus modérés, ils ont besoin que les jeunes les secouent.

— Quel âge avez-vous donc ?

— A peu près 17 à 20 ans, mais il y en a aussi qui sont plus âgés : 22-25 ans.

— De quel milieu social vous venez ?

— De tous les milieux : apprentis, ouvriers, manutentionnaires postiers, étudiants, écoliers.

— N'est-ce pas les JGS qui se sont trouvés régulièrement à la tête des manifestations ?

— C'est vrai, les JGS ont joué et jouent encore un très grand rôle pour entraîner la foule et lancer des mots d'ordre. D'ailleurs, certains d'entre nous sont aussi JGS, mais ce n'est pas général.

La grève vue par ceux qui l'ont faite

A Liége, par C.

Le 2 janvier, 300 grévistes environ, conduits par des jeunes organisent une manifestation spontanée dans les rues de Liége, ils cassent les vitrines à coups de brique et hurlent : « A l'action, à l'action ». La police liégeoise intervient mais après de violentes bagarres rue Saint-Gilles, les manifestants continuent victorieusement leur roude jusqu'à la gare des Guillemins où ils crient bravo aux cheminots.

Le 3 janvier on apprend qu'un homme a été tué à Bruxelles, des grévistes exaspérés par l'immobilisme des dirigeants syndicaux tentent une nouvelle fois de prendre la maison syndicale d'assaut, ils sont repoussés par les fanatiques des « Jeunesses syndicales » et à ce moment-là surviennent des communistes qui portent un calicot : « un mort, 10 blessés à Bruxelles ». Une manifestation spontanée s'organise de nouveau, ce sont essentiellement des jeunes. Les policiers encadrent la manifestation mais ils n'interviennent pas. Les manifestants se rendent à Outremeuse (le quartier le plus populaire de Liége) et à l'Hôtel de Ville (la mairie). Quatre jeunes vont en délégation auprès du bourgmestre (libéral) afin de protester contre le fait d'un gréviste tué à Bruxelles. Le bourgmestre répond qu'il a été tué par une balle perdue. Les manifestants découragés rentrent chez eux.

Le 4 janvier, le Syndicat organise 4 grandes concentrations dans la région liégeoise. Des milliers de grévistes sont rassemblés. Les jeunes gardes socialistes tentent de lancer le mot d'ordre « marche sur Bruxelles », mais ils ne sont guère suivis. André Renard, leader syndicaliste liégeois, préside le meeting. Il dit en substance : nous irons jusqu'au retrait pur et simple de la loi unique, nous n'accepterons aucun compromis et comme arme ultime nous emploierons l'abandon de l'outil.. ; il rejette l'idée de la Marche sur Bruxelles. Il est follement applaudi par les manifestants.

Le 4, à 19 h. 30 a lieu un grand congrès d'action commune à la Populaire (Action Commune : union des 4 formes du parti socialiste : syndicats, mutuelles, coopératives et organisations politiques). Le député J.-J. Merlot vient annoncer que tous les mandataires socialistes vont démissionner en bloc. Renard annonce l'imminence de l'abandon de l'outil. Les congressistes les acclament follement.

La manifestation du 6 janvier à Liége, par B.

Que s'est-il passé à Liége, le 6 janvier ? Quelles leçons les ouvriers retireront-ils de cette bataille de rues où le dynamisme d'une minorité, inorganisée, a failli mettre en péril le déploiement sans précédent de la répression ?

Les faits sont éloquents. La manifestation devant le syndicat avait rassemblé quelques 40 000 participants grévistes, accourus de toute la banlieue. Après la harangue bonhomme de Renard, sa menace répétée « d'abandon de l'outil », plusieurs — sinon la majorité — attendaient, au moins, un défilé en ville. Les dirigeants syndicaux, apeurés de l'ampleur de la manifestation, lancèrent un seul « mot d'ordre » : « Dispersez-vous dans le calme ! » C'est ainsi que la manifestation se scinda en plusieurs tronçons, les uns regagnant leur banlieue, d'autres, plus dynamiques, organisant à l'improviste, un défilé sur les boulevards du centre. Un autre groupe, remontant

la rue Saint-Gilles, fut l'objet de provocations de la part des employés du syndicat chrétien, dont le siège est dans cette rue. Le local fut mis à sac sans hésitation, ainsi que d'autres locaux commerçants déjà peu favorables aux grévistes. Les deux cortèges, finalement, se rejoignirent, face à la gare des Guillemins.

Les éléments jeunes, abandonnés par « les commissaires », eurent l'idée d'occuper certaines parties de la gare — notamment le bar. Immédiatement, les cordons de police cédèrent, étant donné l'exténuation de ce corps municipal et, faut-il le dire, le peu d'empressement des agents à s'opposer aux grévistes. Par contre, aussitôt alertée, la gendarmerie arriva en jeeps, armée jusqu'aux dents et refoula les quelques 2 000 grévistes. C'est alors que la bagarre se déclencha avec l'âpreté qu'on sait et, dans l'affaire, les forces de l'ordre eurent le dessous. Leurs auto-pompes inondaient bien les manifestants, mais ceux-ci, encapuchonnés dans de longs imperméables, ne prêtaient aucune attention à ces jets d'eau, pour le moins, à vous couper le souffle. En un clin d'œil, les vitres des halls volèrent en éclats, le mobilier du buffet de la gare s'abattit sur les jeeps des pandores. Refoulés, pied à pied, tout le long de la rue des Guillemins, les manifestants formèrent alors une masse de manœuvre et une sorte d'arrière-garde, destinée à tenir « les forces de l'ordre » en alerte sur les boulevards. La masse de manœuvre, encadrée par deux ou trois camarades, s'en revint vers le centre.

Il fallait un nouvel objectif à cette masse. Le défilé en lui-même n'aurait rien signifié. L'un des camarades eut l'idée de lancer les grévistes à l'assaut du journal La Meuse, *le plus réactionnaire de la région et objet de la haine de tous. C'est ici que l'improvisation de la manifestation joua à la fois pour elle et contre elle. Un bref colloque sur un terre-plein et il est décidé que le mot d'ordre sera transmis de bouche à oreille, et non scandé, afin d'endormir les policiers, toujours présents. Ce qui fut fait. Au pont d'Avroy, le cordon de flics cède sans résistance et la masse de manœuvre s'engouffre au boulevard de la Sauvenière, siège du journal. La colonne s'avança devant l'immeuble, en scandant les habituels slogans contre Eyskens et la loi unique. Arrivée un peu au-delà de l'immeuble et alors que les policiers échangeaient déjà un fameux soupir de soulagement, les grévistes, par un demi-tour à gauche impressionnant (d'autant qu'il était imprévu), firent face au journal et lancèrent le mot d'ordre jusque-là tenu secret. En une seconde, les pavés volèrent vers les fenêtres. Les gendarmes, revenant des Guillemins, chargent les manifestants à coups de grenades fumigènes et de jets d'eau. Un camarade prévient tout le monde de ne pas se frotter les yeux car c'est la meilleure façon de ne plus rien y voir.*

Dispersés, les manifestants mettent les rues adjacentes en état de siège.

D'autres constituent un troisième cortège qui se dirige vers la Grande Poste, distante d'environ 500 mètres, en ligne droite, attirant ainsi d'importantes forces de l'ordre. Pendant ce temps, les grévistes, demeurés aux alentours du journal, reviennent à l'assaut, aidés par des camarades redescendus des hauteurs de la ville, à l'annonce des événements. Deux fois, ils feront le siège du journal. La seconde fois, enfin, ils enfonceront une porte latérale et saccageront les bureaux d'une agence de voyage qui occupe les locaux du rez-de-chaussée. Mal commandés, les grévistes perdront des minutes précieuses dans ce travail, permettant aux pandores de rappliquer de la Poste, alors qu'il aurait suffi de descendre dans les caves et d'y saboter convenablement les rotatives du journal.

L'après-midi s'acheva dans les heurts éparpillés aux quatre coins de la ville. On verra même une barricade sur le plus vieux pont de Liége : le pont des Arches. Là, les pandores, surpris par le dos d'âne, ne verront pas les grévistes, couchés sur le sol, les guettant dans leur charge, se relevant d'un bond, le pavé à la main pour leur fracasser la gueule. En Outremeuse, quartier entre tous populaire,

parsemé de ruelles et de petites rues, des groupes de grévistes attirent les auto-pompes et les fameux half-tracks de la gendarmerie (sorte de longs camions bâchés, malaisément maniables) et montent à l'assaut des escadrons motorisés, armés de gourdins et de barres de fer. Au soir du 6 janvier, 75 % des blessés appartiennent aux « forces de l'ordre ». Malgré leur inorganisation, malgré leur dispersion après la harangue de Renard, les grévistes, grâce à l'initiative d'une poignée et à l'extraordinaire dynamisme de la masse, ont ébranlé la belle assurance des forces de M. Eyskens. La journée s'achève dans un climat d'émeute. Hélas, le lendemain, c'est samedi et le week-end déterminera une nouvelle pause dans la bataille.

Imaginons que cette manifestation ait eu lieu au début de la semaine, le 3 janvier, au même moment que celle de Bruxelles ! Rien ne dit et tout porte à croire que l'ampleur de cette manifestation eût eu un retentissement tel à Bruxelles et ailleurs que M. Eyskens, contraint d'éparpiller la véritable armada qui cernait la « zone neutre », à Bruxelles, se fut trouvé devant un problème stratégique autrement difficile et qui l'eût amené à céder définitivement devant la puissance des grévistes. Hélas, la direction syndicale — et en premier lieu, Renard — plaça cette manifestation à la fin d'une semaine qui avait été marquée par un débat académique à la Chambre. Ici encore se constate le manque de coordination entre l'action politique et la volonté sans cesse grandissante des grévistes qui voulaient se battre — et non « se disperser dans la dignité ». Ce qui a été possible dans l'improvisation serait mille fois plus payant si les ouvriers se réorganisaient, en dehors de tout parti ou syndicat, en mettant en place un dispositif secret insurrectionnel, en préparant un plan d'action visant à s'emparer des points-clés de la vie publique (mairie, radio, etc.). Les « émeutes » de Liége démontrent, qu'au XX^e siècle, en face des forces de répression équipée d'un appareillage ultra-moderne, la seule chance de réussite des manifestants réside dans leur mobilité, leur promptitude à saisir toute occasion de tenir en alerte des forces de police de plus en plus disséminées, à opérer des « marches » sur les grands centres industriels avant le bouclage militaire qui s'effectue dans un minimum de huit jours. Cette leçon essentielle de la grève, les syndicats et les partis politiques, enlisés dans la « légalité », là passeront sous silence. A nous d'en prendre la responsabilité.

La fin de la grève, par C.

Le 11 janvier, nouveau congrès d'Action Commune. Merlot annonce que les députés socialistes ne démissionneront pas. Les Flandres et Bruxelles abandonnent le combat. A partir du 16 janvier les grévistes découragés reprennent un à un le travail. Il ne reste plus dans le combat que la grosse industrie (métallurgie et sidérurgie). Ceux-là sont décidés à tenir aussi longtemps qu'il le faudra mais Renard leur annonce le 18 janvier que les caisses sont vides, qu'ils sont seuls dans la lutte et qu'il vaut mieux reprendre le travail. Voilà comment se termine le 23 janvier ce qu'on a appelé la grève du siècle.

Commentaires, par B., de Liége.

Toute grève est politique. Toute grève générale met en cause le système politique à l'aide duquel les capitalistes ont emprise sur l'Etat. Il en résulte que toute grève se développe à la fois sur le plan syndical et sur le plan politique. Mais à la différence des mouvements de protestation petits-bourgeois qui progressent en ligne droite, soit vers leur objectif immédiat et limité, soit vers la mythification de leur action, la grève, arme essentielle du prolétariat, exige que l'action syndicale soit complétée par l'action politique ou que celle-ci, à un moment donné, prenne le pas sur les revendications qui ont déclenché la lutte. Autrement dit, les perspectives et consignes d'action

d'une grève générale progressent en zigs-zags, et non selon la loi qui régit les autres mouvements. Qu'avons-nous vu, en Belgique ? Des zigs-zags ? Oui, certes, mais dirigés tous contre la grève. Rien n'illustre mieux ce manque de coordination entre les différents plans de l'action que les tractations « parlementaires » qui eurent lieu à l'occasion de « l'amendement Van Acker ». Celui-ci, en fait, n'était pas destiné à satisfaire certaines revendications, encore moins à les élargir au plan politique. Il était avant tout un coup de sonde destiné à détendre l'atmosphère entre les partis, à diviser l'effort admirable des grévistes en leur laissant croire qu'il y avait une possibilité de négociation. Or, justement, cette possibilité ne s'est jamais offerte sur le plan syndical. Cette négociation par le haut contrait l'élan de la masse et permettait, au contraire, un effritement du mouvement, rendant possible, du même coup, et l'apaisement, avec la reprise du travail, et la répression, après la reprise du travail. C'est ce qui se produisit dans la semaine qui suivit cette tractation. Les enseignants de Liége-Ville donnèrent eux-mêmes le signal (en dépit d'une forte minorité contre la reprise du travail) de cet abandon, sous prétexte qu'il y avait plus de risque à laisser les écoles officielles sans professeurs alors que les écoles confessionnelles n'avaient fait grève à aucun moment. On alla jusqu'à faire usage du « civisme » traditionnel des enseignants comme d'un moyen de chantage. D'autres secteurs reprirent le travail (notamment les tramwaymen et les postiers) parce que le fonds de grève était épuisé.

C'est ainsi que du 6 janvier, point culminant de la grève, au 15 janvier, date de l'assemblée des « mandataires » wallons à Saint-Servais, il fut permis des « lâchages », certes, localisés, mais qui donnèrent des coups sérieux à l'ensemble du mouvement. Les socialistes attendirent donc, en toute quiétude, l'effondrement de la grève. Leur « second front politique », tant souhaité par Renard, fut un coup d'épée dans l'eau — et d'autant plus qu'ils refusèrent de démissionner en bloc comme l'idée en avait été lancée par les grévistes du Borinage. Quel risque y avait-il encore de « se constituer en assemblée majoritaire et légitime de la Wallonie », au soir du 15 janvier ? Aucun. Quelle efficacité représentait l'adresse au roi, rédigée par ces mandataires, tranquillisés sur l'usure de la grève ? Aucune. Certes, l'industrie lourde, les mines et les cheminots poursuivirent la grève une semaine encore, mais ce n'était-là, bien entendu, qu'une retraite en bon ordre. Dès le milieu de la semaine du 15 au 21 janvier, les cheminots de Namur, les mineurs borains, liégeois reprirent le travail. Les métallos, isolés, auraient pu encore poursuivre le mouvement. Mais ce n'était pas la même chose qu'en 57 où leur grève pour le double pécule de vacances avait duré 5 semaines, isolée. Là il s'agissait d'une grève non soutenue, ici, il s'agissait d'une bataille générale. Finalement, les métallos reprirent le chemin des usines et ce ne fut pas, comme tend à le faire croire la direction syndicale, parce que « la grève était suspendue ». La grève était terminée : la vraie bataille commençait dans les usines, les ateliers, les grands magasins, les services publics contre la répression, dont on avait ouvert le chemin. Faute d'en tirer la leçon, l'organisation syndicale risque aujourd'hui d'être emprisonnée dans le fameux « statut » syndical que les droitiers s'efforceront d'obtenir, si les élections leur sont favorables.

Après la grève, par E., de Mons.

Les travailleurs jugent durement leurs dirigeants. Sur le plan politique ils n'ont plus confiance aux politiciens toujours trop rapides au compromis. Sur le plan syndical il n'a pas été digéré que la FGTB n'ait jamais décrété la grève générale et réalise pour une fois l'union totale entre les flamands et les wallons.

Il n'est pas interdit de penser que les élections sanctionneront

tout cela par de nombreuses affiliations au parti communiste dont la ligne de conduite fut exempte d'équivoque. Son objectif fut invariablement le retrait de la loi unique suivie de la démission du cabinet Eyskens.

Après la grève, par C., de Liége.

Les travailleurs, pris individuellement, sont tous hostiles à leurs directions mais ils ne le disent pas collectivement : on est mécontent des cadres syndicaux, mais on reconnait qu'il était, après tout, « normal » qu'ils viennent diriger la grève, puisqu'ils ont été élus pour défendre les travailleurs. Il y a donc une confusion sur les responsabilités, la trahison étant attribuée tantôt au parti socialiste plutôt qu'au syndicat, et tantôt inversement. Beaucoup gardent des illusions de revanche par la victoire du PSB aux élections, comme si leur vie pouvait en être le moins du monde affectée. Tous décrivent les erreurs, ou même la fonction de frein de leurs directions, mais ils se demandent encore comment ils pourraient s'en servir au mieux

Les leçons des grèves belges

Les principales leçons des grèves belges qui nous intéressent ici concernent l'orientation et la direction du mouvement.

Si l'extraordinaire mouvement des travailleurs belges a échoué, ce n'est certainement pas par manque de forces. Mais comment ces forces ont été orientées, conduites, dirigées ?

Si l'on peut se passer d'une direction générale pour faire une grève dans un atelier, on ne peut pas s'en passer pour la faire dans tout un pays. Mais quelle peut être cette direction ?

Nous le disons tout de suite : pour nous, cette direction ne peut être que celle créée par la masse en lutte elle-même. La direction de la grève devait être formée par des Comités de grève élus et révocables, qui se seraient fédérés sur le plan local, régional et national et qui auraient assuré la coordination du mouvement. Seule une telle direction, pour les raisons que nous exposerons plus loin, peut être efficace, et seule elle peut exprimer la volonté des travailleurs en lutte.

Mais en Belgique, dans la mesure où le mouvement a eu une direction, celle-ci a été assurée par les chefs de la FGTB et du PSB, par la bureaucratie syndicale et politique.

Cette bureaucratie prétend qu'elle est la seule capable de diriger, parce que c'est son métier. Des Comités de grève élus ? Ils en seraient incapables, comment voulez-vous que des simples ouvriers affrontent et résolvent les problèmes de la direction d'une lutte nationale ? Nous seuls, disent les bureaucrates, sommes capables de diriger ; et d'ailleurs nous avons la confiance des ouvriers.

La bureaucratie a-t-elle mérité la confiance des ouvriers ? Les événements se sont chargés de répondre à cette question, et tout commentaire serait superflu. Mais, puisque la bureaucratie prétend être la seule capable de diriger, voyons comment elle a dirigé.

Une force d'un million de grévistes décidés à se battre doit être utilisée au maximum de ses possibilités. Au contraire dans ce mouvement les travailleurs n'ont tiré que le minimum de cette force.

Il fallait en premier lieu entraîner le plus grand nombre de travailleurs dans le mouvement.

Le mouvement devait donc s'efforcer de s'associer les

travailleurs flamands. Pour que les travailleurs flamands se solidarisent avec les Borains ou les Liégeois, des appels à la lutte ne suffisent pas. Il faut que les revendications contiennent des objectifs valables pour les deux communautés.

Or, la bureaucratie syndicale a mis en avant le « fédéralisme wallon », orientation à condamner pour trois raisons :

D'abord, parce qu'elle tendait à circonscrire le mouvement dans la Wallonie et à séparer les travailleurs des deux régions du pays. Comment les dockers anversois auraient-ils puisé leur énergie dans une revendication qui ne les touchait pas ? Les travailleurs flamands parce qu'ils sont minoritaires dans leur communauté — la Flandre est beaucoup moins industrialisée que la Wallonie — sont handicapés dans leur lutte. Le fait qu'il y avait derrière eux près d'un million de travailleurs wallons en lutte aurait pu changer le rapport de force en Flandre en faveur des ouvriers flamands. Ceux-ci n'étaient plus seuls, ils pouvaient s'appuyer sur le combat de leurs camarades wallons. Cette situation modifiait le déséquilibre des forces antérieures. Elle devait être exploitée au maximum.

Ensuite, parce que c'est une orientation réactionnaire.

Dans le monde actuel où de plus en plus l'économie et la politique se concentrent, où les capitalistes regroupent et rationalisent leur industrie, où les barrières des Etats s'abaissent, où les concepts nationaux s'effacent, l'objectif du morcellement, de la séparation de la Wallonie est réactionnaire; réactionnaire du point de vue capitaliste, réactionnaire du point de vue du prolétariat. La concentration du capital, la planification de l'industrie à une échelle constamment élargie, sont les objectifs du capitalisme moderne. A cela les travailleurs n'ont pas à répondre : « Pas de concentration, pas de planification ; fédéralisme, séparatisme, etc. ». Les travailleurs doivent répondre : « C'est nous qui voulons concentrer, planifier, unifier, supprimer les préjugés nationaux, les barrières linguistiques. C'est nous qui voulons le faire, mais à notre profit, tandis que vous, capitalistes, le faites au vôtre ».

Enfin, c'était clair dès le départ que l'objectif du Fédéralisme était irréalisable. Les stratèges s'avérèrent des imbéciles à moins qu'ils ne fussent tout simplement des salauds.

Voilà le réalisme de la bureaucratie.

Il y a en Belgique aussi bon nombre de travailleurs italiens, il y a des Algériens. Ces travailleurs partagent le même sort que les Belges, ils vivent au milieu de leurs villes. Ne devait-on pas tout faire pour que ces travailleurs trouvent dans la lutte des objectifs qu'ils puissent partager ? Le retrait de la loi unique et à plus forte raison le fédéralisme wallon, ou de nouvelles élections, ne pouvaient que les laisser indifférents. Pourquoi ne pas inclure dans la lutte des revendications propres à ces minorités ou bien inclure des revendications communes aux travailleurs belges et étrangers ?

Ce n'est pas en clamant l'unité des travailleurs qu'on la réalise, c'est en donnant des raisons objectives aux travailleurs de s'unir.

Il fallait ensuite utiliser au maximum la force de travailleurs en lutte.

Le mouvement regorgeait de bonne volonté, de grévistes disponibles, de forces impatientes de s'employer. Beaucoup de travailleurs piétinaient, attendaient des ordres, et d'autres, las d'attendre, partaient faire sauter une voie de chemin de fer ou bien construire une barricade ou bien encore rentraient chez eux découragés. Tout ce potentiel devait être utilisé. Ceci ne veut pas dire qu'il fallait donner des mots d'ordre à ceux qui attendaient des mots d'ordre. Il fallait inviter les travailleurs à mettre leurs idées au service de la grève, *il fallait solliciter les idées* des travailleurs pour conduire le mouvement en avant.

Pourquoi leur demander des idées ? Pour deux raisons essentielles qui ont toujours fait la supériorité des mouvements populaires.

Si ce sont les travailleurs qui élaborent leur tactique, qui deviennent les stratèges de la grève, ils élaborent nécessairement une stratégie supérieure à celle des ennemis, c'est-à-dire à celle du Gouvernement et de la police. La stratégie qui sort de milliers de têtes, l'élaboration d'une tactique qui est le fait de milliers d'intelligences animées du même idéal de vaincre, est plus efficace que celle du Préfet de Police ou du Premier Ministre animés tous deux de l'idéal de ne pas être renvoyés. Le combat élaboré démocratiquement par ceux qui doivent se battre est infiniment plus efficace que celui élaboré par ceux qui font se battre les autres. La tactique définie par ceux qui connaissent concrètement le terrain de la bataille est infiniment supérieure à celle que décident des officiers ou des bureaucrates éloignés. Les stratèges militaires d'aujourd'hui en sont arrivés eux aussi à des conclusions identiques en constatant l'efficacité des armées révolutionnaires aussi bien chinoises qu'algériennes.

Dans ce combat la bureaucratie a agit comme un général d'Empire au moment même où les généraux des armées capitalistes essaient de copier les stratèges des armées populaires.

Il aurait donc fallu utiliser la créativité des travailleurs et mettre leur intelligence à la tête du mouvement. La direction syndicale l'a ignorée. De plus, quand les travailleurs ont dit : « A Bruxelles », elle a dit : « Non ».

L'autre raison pour laquelle la stratégie élaborée par les travailleurs est plus efficace c'est que les travailleurs qui auront élaboré en commun le plan de campagne seront beaucoup plus disposés à réaliser ce plan que s'il a été fait par d'autres à leur place. Leur combativité sera plus grande.

Il fallait utiliser des moyens de lutte correspondant à l'immense étendue du mouvement.

Il ne fallait pas rester sans rien faire. Les meetings que la direction syndicale donnait en pâture aux travailleurs ne pouvaient pas être considérés comme une action.

La force des travailleurs était considérable. Le Borinage et le Liégeois complètement paralysés, des mouvements de grève à Bruxelles, des grèves en Flandre, à Anvers et à Gand. Toute une armée de travailleurs disponibles. Une armée décidée, qui n'avait pas attendu les mots d'ordre pour se mettre en grève, qui construisait des barricades, crevait les pneus des automobilistes, empêchait les jaunes de travailler.

Quels étaient les besoins de cette armée de travailleurs ? Des discours pour lui faire comprendre les causes pour lesquelles elle luttait ? Certainement pas. Elle était la mieux informée sur la question ; à moins que l'on considère que les travailleurs qui la constituaient agissaient dans un état d'inconscience totale. Pourtant la direction du mouvement n'avait que des discours à proposer aux manifestants.

Pour préparer une lutte il faut faire des meetings, il faut manifester dans la rue, faire le plus de bruit possible pour ameuter la population, pour l'entraîner dans le combat. Mais une fois la lutte engagée il faut passer à une autre étape du combat. On ne peut répéter indéfiniment des exhortations.

Cette étape n'a jamais été franchie par les chefs du mouvement. Il y avait les travailleurs, il y avait la combativité, mais il manquait le courage et la détermination de leurs chefs; et cette combativité qui restait inutilisée s'est retournée souvent vers des actes de désespoir : le sabotage et la bagarre avec la police.

L'ABANDON DE L'OUTIL.

La bureaucratie s'était opposée à la marche sur Bruxelles; en compensation elle proposa *l'abandon de l'outil*. Si la situation n'avait pas été aussi tragique, l'histoire de cette menace ferait à elle seule le sujet d'une galéjade marseillaise. Tandis que Eyskens affirme qu'il ne transigera pas, Renard dans un meeting s'écrie : « Si le Gouvernement ne veut pas céder, nous durcirons notre position et envisagerons l'abandon de l'outil ».

Puis les jours se succèdent, le Gouvernement ne cède pas et la menace de l'abandon de l'outil figure dans tous les discours de Renard. Le principe en est approuvé par le Comité National de la FGTB, mais entre le principe et la réalisation il y a un abîme qui ne sera jamais franchi. Il est dit dans la résolution du Comité National que les syndicats wallons décideront quand doit être appliquée cette décision. Ils ne le décideront jamais et cela Renard le sait très bien. Il a voulu gagner du temps. Désormais la lutte larvée de la bureaucratie contre les travailleurs se situe sur ce terrain : gagner du temps

pour que le mouvement perde de sa vigueur, s'use et finisse par mourir de lui-même.

L'abandon de l'outil était pour la bureaucratie syndicale une manœuvre sans plus, car elle savait que les travailleurs n'étaient pas tellement enthousiastes pour éteindre les hauts fourneaux.

Mais, indépendamment de tout cela, que vaut cette forme de lutte ?

L'extinction des hauts fourneaux est une forme de lutte désespérée. C'est une initiative qui peut se comprendre quand les travailleurs n'ont plus l'espoir de vaincre par d'autres moyens. Mais lorsqu'un million de travailleurs est en grève la situation n'est désespérée que pour les patrons et non pour les travailleurs.

L'abandon de l'outil c'était la dernière cartouche que les travailleurs auraient pu utiliser au besoin, mais il fallait d'abord utiliser toutes les autres.

De plus l'extinction des hauts fourneaux, si elle lèse incontestablement les capitalistes qui perdent pendant une longue période le bénéfice de l'exploitation de la sidérurgie, n'en lèse pas moins les travailleurs employés dans ces industries. Si les hauts fourneaux s'étaient éteints, les métallurgistes auraient été les seuls à en subir les conséquences. Pourquoi faire porter tout le poids d'un mouvement unanime sur une partie seulement des travailleurs ? Dans un mouvement le rôle de l'avant-garde et des militants les plus conscients est de sauvegarder l'unité de la lutte. Dissocier les moyens de la grève risquait de créer aussitôt une division entre les corporations. Les métallurgistes se seraient sentis seuls à porter le poids principal de la lutte et la propagande gouvernementale n'aurait pas manqué de se servir de cet argument pour diviser le mouvement et convaincre les moins solides.

La recherche systématique du combat avec la police était aussi une forme de lutte désespérée, car ce combat n'avait la plupart du temps aucun objectif précis. Les travailleurs doivent être avares de leurs forces et le combat avec la police doit avoir des objectifs : la défense d'un bâtiment ou la prise d'un édifice, la prise d'otages, etc.

Avec un million de travailleurs en lutte qui sont prêts à tout moment à se mobiliser et à descendre dans la rue, il y a autre chose à proposer ; il y a des initiatives à prendre.

La marche sur Bruxelles en était une, elle aurait dans sa dynamique changé le climat.

Mais la bureaucratie s'est constamment refusée à cette marche ; elle a mis en avant l'abandon de l'outil comme arme de substitution, mais sans l'intention de l'utiliser. Ainsi, à partir d'un certain moment, le mouvement de grève a commencé à piétiner, parce que aucune nouvelle initiative n'était prise, aucun moyen de lutte, aucun objectif précis n'étaient

proposés. Et tout le monde sait que pour un mouvement de ce type, rester sur place, c'est en fait reculer.

Le mouvement aurait pu avancer par la marche sur Bruxelles. Mais il aurait aussi pu avancer de plusieurs autres façons.

Par exemple, les travailleurs en grève occupaient en fait toute une partie du territoire belge. Qui les empêchait de s'en proclamer les maîtres et d'agir en conséquence : occuper les entreprises et remettre en marche la production en y instaurant la gestion ouvrière ; refuser de reconnaître toute autorité autre que celle de leurs propres Comités ; confier à ces Comités la réorganisation de la vie des localités et de la région ; déclarer propriété collective toutes les richesses de la Wallonie ; inviter les travailleurs du monde entier à les soutenir ?

Une telle initiative n'aurait pas seulement sorti le mouvement de l'impasse dans laquelle il se trouvait à partir d'une certaine étape ; elle aurait eu également une immense répercussion internationale chez les travailleurs des autres pays ; elle aurait été une action *exemplaire*. Personne évidemment ne peut dire quel aurait pu être le sort final d'une telle initiative. Mais ce que l'on peut affirmer, c'est qu'en aucun cas les résultats n'auraient pu être pires que la défaite pure et simple, le dégoût et la démoralisation auxquels ont conduit les travailleurs les méthodes de la bureaucratie.

CRITIQUE DE LA BUREAUCRATIE

LA BUREAUCRATIE SYNDICALE.

A l'échelon de la bureaucratie il n'y a eu ni combativité, ni créativité, ni initiative. Il y a eu carence, disent les uns, trahison disent les autres.

Nous disons, nous, qu'il y a eu *incapacité*, qui n'est pas due aux caractéristiques personnelles des dirigeants, mais découle de leur situation de bureaucrates. Nous disons aussi que *la direction bureaucratique poursuit des objectifs qui lui sont propres* et qui, dès qu'une lutte prend de l'ampleur, se séparent radicalement des objectifs ouvriers. La bureaucratie de la FGTB et du PSB, dès que les grèves se sont étendues dans le pays, s'est trouvée prise dans cette contradiction : le mouvement n'aurait pu vaincre qu'en élargissant *et* les moyens qu'il utilisait *et* les objectifs qu'il se donnait ; or la bureaucratie ne pouvait tolérer ni des moyens de lutte radicaux, ni des objectifs qui mettraient en cause la structure profonde de la société belge. Car ce qu'elle cherche n'est pas de *transformer* cette société, mais de l' « aménager » juste assez pour que elle, la bureaucratie, puisse y prendre une place de plus en plus importante.

Nous disons qu'il y a eu incapacité, car la bureaucratie dans la mesure où elle est détachée de la masse ne peut bénéficier de son élan et de son dynamisme. Si la direction du mouvement avait été l'émanation directe des comités de grève, toutes les idées des travailleurs auraient pu donner naissance à des initiatives nationales. Une direction bureaucratisée ne pourra jamais être l'expression authentique d'un mouvement de masse ; elle ne pourra être faite qu'à l'image de toutes les directions des sociétés capitalistes, incapable et omnipotente, prolixe et stérile, omnisciente et stupide. Cette direction a gaspillé toute la combativité, toute l'énergie des travailleurs, comme la direction des usines gaspille le travail de ses ouvriers. La vie même de cette bureaucratie lui interdisait de bénéficier de cette créativité ouvrière.

Quand les journalistes interviewent Renard, ce dernier parle comme un stratège, et la seule stratégie qui ressort de l'attitude de la bureaucratie, c'est la stratégie de la bureaucratie pour la bureaucratie.

Renard n'est plus un ouvrier, il vit comme un bourgeois, il côtoie surtout les fonctionnaires d'Etat, les hommes d'Etat, les capitalistes. Quand on interviewe Renard il cite des chiffres, il parle de ce qu'il connaît, les hautes sphères de la direction capitaliste ; il connaît les manœuvres de couloir, les possibilités du Gouvernement, ses intentions. Mais en quoi cela a servi Renard ? Il connaissait beaucoup de choses et tout ce qu'il connaissait aurait pu servir aux travailleurs ; seulement il s'est tu devant les travailleurs. Il ne les a pas renseignés, il ne les a pas informés de ce qu'il savait. Il les a seulement exhortés. Devant les travailleurs Renard et les autres se sont présentés comme les artistes, les chefs du Gouvernement et les reines se présentent au peuple. La bureaucratie syndicale se présente aux travailleurs avec l'unique souci de PLAIRE.

Leur talent est de savoir faire du charme, mais ce talent-là ne sert à rien dans la lutte.

Renard savait que le Fédéralisme n'avait aucune chance.

Renard savait que le Gouvernement ferait voter la loi unique.

Renard savait que le Gouvernement belge ne capitulerait pas devant la grève.

S'il le savait il devait le dire aux travailleurs pour que ces derniers durcissent leur mouvement et agissent en conséquence.

Si Renard ne le savait pas il était un mauvais dirigeant. A quoi lui servent les réunions avec les patrons ; à quoi lui servent toutes ses relations si Renard se trouve en dernier lieu aussi ignorant de la situation que le dernier des mineurs ?

Nous croyons, nous, que Renard est un bon bureaucrate et qu'il savait.

La direction du mouvement était mauvaise et elle ne pouvait être que mauvaise.

Non parce que Renard n'avait pas les qualités requises

pour le mener, mais parce que la bureaucratie de par sa fonction ne peut avoir les qualités requises pour bien mener une action de classe. Notre critique de Renard va plus loin que l'individu ; elle est la critique globale de la bureaucratie, plus que sa critique, sa *condamnation ;* car les dirigeants bureaucrates s'intègrent de plus en plus dans l'appareil d'Etat.

Le syndicalisme du début du siècle s'est transformé. Un dirigeant syndicaliste était autrefois perpétuellement traqué, maudit par la bourgeoisie. Aujourd'hui les dirigeants syndicaux ont les honneurs. La bourgeoisie leur donne une parcelle des fonctions officielles ; des strapontins dans le Pouvoir, parfois même des situations qui font crever d'envie des fils de famille. L'Etat bourgeois s'est transformé ; en son sein, il y a désormais une place pour les syndicats. Ces places leur sont accordées mais il faut une contre-partie de la part des syndicats ; cette contre-partie c'est la reconnaissance de l'Etat bourgeois.

LE PARTI SOCIALISTE BELGE.

Depuis un demi-siècle les révolutionnaires après chaque mouvement ont crié à la trahison des partis réformistes.

Ce fut en 1914 quand les socialistes du monde entier apportèrent leur concours à leurs Gouvernements respectifs pour la guerre mondiale.

Ce fut en 1919 en Allemagne quand les dirigeants socialistes écrasèrent dans le sang les révoltes ouvrières.

Ce fut encore récemment en France quand les socialistes et les communistes votèrent les pouvoirs spéciaux au Gouvernement pour défendre en Algérie les privilèges des colons.

Mais *nous*, nous ne dirons pas que les partis réformistes (ou staliniens) « trahissent ». Les partis sociaux-démocrates ne sont pas des partis qui de temps à autre sont atteints par une épidémie de trahison. Leur structure, leurs objectifs les amènent naturellement, dans les conflits aigus, à prendre parti contre les travailleurs.

En Belgique ils n'ont pas pris ouvertement le parti des gendarmes ; ils ont attendu que ça se passe. Si le mouvement s'était amplifié et si les travailleurs avaient contesté leur politique et leur fonction de dirigeants de mouvement, ils se seraient solidarisés avec la police et le Gouvernement.

Le parti socialiste belge n'a pas trahi les travailleurs car son programme n'a jamais été de les défendre.

Le PSB se propose pour objectif de gouverner le pays avec des réformes de structure, avec une armée démocratisée; mais le PSB se propose de gouverner ce pays et cet Etat *tels qu'ils sont*, de mieux gérer les affaires de la bourgeoisie. Quand il met son programme en avant, il veut montrer à la bourgeoisie qu'il n'a pas l'intention de lutter contre elle.

Si le PSB est contre la loi unique c'est parce qu'elle est

absurde du point de vue capitaliste et qu'elle risque de troubler l'ordre social. Le programme du PSB est double : l'un que l'on montre à la bourgeoisie pour ne pas l'effaroucher, l'autre que l'on brandit aux travailleurs dans les meetings. Aux bourgeois le PSB montre qu'ils ont intérêt à se servir des socialistes pour gouverner, car les socialistes ont la confiance des travailleurs. Aux travailleurs il montre qu'ils doivent faire confiance à leur parti car lorsque ce dernier aura des portefeuilles ministériels il pourra changer la situation.

Les objectifs du PSB aussi bien que ceux de la direction de la FGTB ne sont pas des objectifs stupides. Ce sont des objectifs qui ne sont valables que pour la bureaucratie. Ce ne sont pas les objectifs de la classe ouvrière. Le PSB se présente dans l'arène politique comme un parti parmi les autres qui se propose de gérer l'Etat ou simplement de participer à sa gestion.

Toutes les questions sont traitées par le PSB en fonction du meilleur fonctionnement de l'Etat capitaliste.

Prenons le problème militaire ; les socialistes sont pour la réduction des armements. D'après *Le Peuple*, organe du PSB :

« Le congrès proclame qu'il est temps de mettre fin aux incohérences et au caractère dispendieux de la politique militaire poursuivie par le gouvernement actuel tant en matière de personnel que d'équipement et dont la conséquence est d'amener le pays à entretenir des forces armées dont l'efficacité n'est pas en rapport avec le budget qui leur est consacré ».

Pourquoi donc veulent-ils la réduction des armements ?

Non pas parce que l'armée est une armée au service de l'Etat, c'est-à-dire des capitalistes, mais parce que l'armée coûte cher à l'Etat et qu'elle est de plus « inefficace ». (Georges Dujardin, au Congrès du PSB).

Mais les masses populaires et surtout les jeunes travailleurs qui sont hostiles à l'armée, le sont pour des raisons tout autres et bien plus profondes que le PSB. Les travailleurs disent : « L'armée ne sert pas notre cause, mais défend la propriété des capitalistes, c'est pourquoi nous n'en voulons pas ». Les socialistes disent : « L'armée doit être réduite pour qu'elle s'adapte aux nouvelles formes de combat. Une grande armée si elle n'a pas d'engins nucléaires est une absurdité comme tout le monde peut le comprendre ». Les travailleurs sont contre l'armée d'un point de vue de classe. Les socialistes sont pour la réduction de l'armée du point de vue de l'intérêt bien compris de leur bourgeoisie.

Quand Van Acker est à la Chambre il ne parle plus devant les travailleurs, aussi peut-il déclarer que s'il avait été Premier Ministre il aurait agit comme Eyskens.

La vie de ces députés, de ces anciens ministres, de ces dirigeants politiques n'a plus rien à voir avec la vie des travailleurs. Ils sont continuellement en contact avec le Pou-

voir et, pour eux, être « réalistes » c'est trouver des moyens, une tactique pour s'immiscer dans ce Pouvoir. Tout objectif qui viserait à détruire le pouvoir bourgeois les fera hurler, car dans la « démocratie » belge ils trouveront toujours un fauteuil ou à défaut un strapontin. Dans un Gouvernement de Comités ouvriers ils risquent de se trouver en chômage.

Toute autre explication du comportement du PSB serait totalement incohérente.

LES LIMITES DE L'ACTIVITE DES TRAVAILLEURS BELGES

Les travailleurs belges ont compris dès le départ que la direction syndicale en qui ils avaient confiance était défaillante. Tous les témoignages publiés plus haut sont affirmatifs sur ce fait. Mais l'opposition des travailleurs à la direction bureaucratique n'a pas été très loin.

Bien sûr certains dirigeants ont été chahutés ; Renard lui-même a dû faire des concessions ; mais à aucun moment, à part dans des Comités de grève locaux, les travailleurs n'ont contesté à leurs dirigeants syndicaux la direction de leur grève. Ils ont rouspété, mais ils se sont tout de même laissés faire.

Une des raisons principales de cette lacune vient du fait que les travailleurs belges ont été mystifiés par la tradition.

Les luttes dans la Wallonie reprennent les mêmes formes qu'elles avaient au début du mouvement ouvrier. Si les luttes ont conservé le même cérémonial, drapeaux, fanfares, violence, etc., elles ont conservé aussi les coutumes dépassées du mouvement ouvrier.

Les dirigeants syndicaux ont été dans le passé des lutteurs authentiques, et du fait qu'ils n'étaient pas encore intégrés dans l'appareil d'Etat, ces luttes en faisaient des personnages au-delà de tout soupçon. Cette liaison entre les dirigeants et les travailleurs a disparu aujourd'hui, mais les travailleurs ont du mal à le réaliser. Que Spaak soit un traître, encore, oui, ils l'admettent, mais Collard, c'est plus difficile. Que Van Acker soit un politicien bourgeois bien sûr, mais dire que Renard est aussi un politicard, c'est trop. Ils le disent, mais quand Renard paraît ils se taisent. Renard représente aussi une tradition et le rejeter n'est-ce pas aussi fouler aux pieds le drapeau et l'*Internationale* !

Mais il y a plus. Ce qui fit la force du mouvement a aussi fait sa faiblesse. Ce qui fit la force du mouvement, tous les témoignages nous le montrent, c'est la grande fraternité qui en est née. Dès qu'ils ont déclenché la grève les travailleurs se sont sentis libérés, les rapports humains ont changé, tout le monde du travail s'est rejoint dans un grand élan d'amitié.

Pendant un mois il a existé deux sociétés en Belgique : d'un côté la société officielle a continué de vivre, le Parlement a continué de fonctionner, les officiers de commander,

les conseils d'administration d'administrer. De l'autre côté il y a eu la société du monde du travail qui s'est créée dans la rue, dans les meetings, dans les piquets de grève, foulant aux pieds toutes les valeurs de l'autre monde, détruisant les rapports hiérarchiques, bafouant les sacro-saints principes de l'argent du monde des capitalistes, balayant l'individualisme, recréant entre les individus de véritables rapports humains, faisant surgir une société imprégnée d'amitié et de solidarité. C'est cette atmosphère qui a soutenu ce mouvement, lui a donné son élan et toute sa combativité. C'est cette communauté que beaucoup de travailleurs recherchent à recréer désespérément encore après la grève.

Cette grande kermesse a baigné les travailleurs dans l'euphorie.

La victoire ? Mais voyons, ne l'avait-on pas déjà réalisée ! Beaucoup ont cru que cette fraternité qui se dégageait du mouvement était la plus grande assurance de la victoire finale. Et là encore les travailleurs ont été victimes de leurs illusions. Certains n'ont pas voulu crier contre leurs leaders parce qu'ils ne voulaient pas rompre la grande fraternité. D'autres ont préféré se taire et attendre, quand ils voyaient les dirigeants syndicaux et politiques les bafouer. Beaucoup n'ont pas eu le courage d'affronter cette unité, de prendre la responsabilité de désagréger cette grande kermesse. Ils n'ont pas eu la force de le faire et c'est là, nous le savons bien, qu'il faut avoir le plus de courage. Se battre contre la police n'est rien à côté du courage qu'il faut pour affronter la bureaucratie quand cette dernière a l'appui d'une partie de vos propres camarades.

Cette force là certains jeunes l'ont eu, parce que moins attachés aux traditions et moins liés à la population. Mais la classe ouvrière belge n'a pas pu, encore cette fois-ci, trouver en elle-même la force et la conscience nécessaires pour se libérer à la fois des bureaucrates « ouvriers » et des capitalistes.

CRITIQUE DE LA GAUCHE

Beaucoup de militants groupés autour du journal *La Gauche* ou dans les Jeunes Gardes Socialistes ont eux aussi critiqué les méthodes de la bureaucratie syndicale. Ils ont appuyé les travailleurs sur le principe de la grève générale. Ils ont appuyé et propagé l'idée de la marche sur Bruxelles. Ils ont poussé les manifestations, débordé les services d'ordre des syndicats, transformé les manifestations calmes et pacifiques en manifestations quasi-insurrectionnelles. Ils ont été en un mot le noyau des « durs » du mouvement c'est-à-dire l'avant-garde.

La tactique et l'objectif de ces militants ont été de pousser le mouvement et ils ont en effet poussé le mouvement. Ce furent les militants les plus courageux et les plus dynamiques,

mais ils se sont heurtés à la bureaucratie syndicale et à celle du PSB. Si leur combat contre la bourgeoisie a été exemplaire, leur lutte contre les appareils et contre la démagogie des leaders syndicaux a été terriblement gênée par la conception même qu'ils se font du rôle de ces organismes.

Ces militants ont été gênés par deux obstacles.

Le premier : ils n'étaient pas organisés de façon autonome, c'est-à-dire qu'ils appartenaient soit au PSB soit aux JGS et que cette appartenance les a empêchés de radicaliser leur position. Les révolutionnaires se sont trouvés dispersés sans pouvoir coordonner leur ligne politique et leur tactique, car ils n'avaient pas d'organisation qui correspondait à leurs objectifs. De ce fait ils ont perdu une grande partie de leur énergie à combattre au sein même de leur organisation les tendances « molles » et opportunistes.

Le second obstacle a été idéologique. Ces militants ont eu trop confiance en la bureaucratie ; ils n'ont pas eu la force idéologique de rompre définitivement avec elle.

La tactique pour ces militants honnêtes est de conquérir des postes de responsable dans l'appareil syndical ou politique, ou bien encore de pousser à la tête de ces appareils des militants courageux et incorruptibles. Ils canalisent leur énergie dans ce combat et la plupart du temps ils sont battus par les opportunistes et les mous de l'appareil. Mais pour mener ce combat, ils sont obligés de faire des concessions à l'appareil, concessions basées sur la discipline et l'organisation.

Ainsi les Jeunes Gardes ou militants de gauche s'interdisent-ils de dire au grand jour ce qu'ils pensent réellement pour ne pas briser la discipline de leur organisation. Sous le prétexte de faire croire aux travailleurs que la direction du syndicat et du parti n'est pas divisée, ce sont toujours les éléments révolutionnaires qui doivent se taire. Le respect de cette discipline les amène de concession en concession et leur interdit de dénoncer ouvertement la « trahison » de la direction syndicale ou politique.

Nous le disons carrément : ces militants se trompent. Ils seront toujours battus et minoritaires et s'ils acceptent de continuer ainsi à se taire, ils participeront eux aussi sans le vouloir à la trahison.

Ces organisations, que ce soit le parti ou le syndicat, ne sont pas des institutions démocratiques. Ce sont des organismes qui tolèrent une certaine démocratie à condition que cette démocratie ne gêne pas la politique de la direction. L'élection de Van Acker au dernier congrès du PSB est un exemple frappant. Elle montre comment une majorité est trafiquée, falsifiée. Les principes de la démocratie au sein du parti sont les mêmes que dans la société capitaliste. C'est une démocratie pour les chefs du parti, pas pour la base.

Quand M. Spaak démissionne de son poste de Secré-

taire Général de l'OTAN pour se présenter en tête sur la liste des députés, cela se fait naturellement, sans que la base du parti puisse l'en empêcher. Qu'y a-t-il de commun entre M. Spaak, qui dit que de Gaulle doit diriger l'Europe, et les militants de base dont certains aident le FLN ? Entre la direction et la base il y a un abîme, et cet abîme est la preuve même que la démocratie n'existe pas. Les militants de gauche le savent et pourtant ils persistent à lutter au sein de ces organisations.

Nous leur disons : vous perdez votre énergie et même plus, car la direction de votre parti se sert de cette énergie pour sa propre cause. Vos idées réussissent à entraîner des travailleurs. Ce sont sur vos idées que ces travailleurs viennent à l'organisation, mais ce ne sont pas vos idées que défend l'organisation. Vous n'aurez ni les micros, ni les colonnes de journaux, ni les responsabilités. Vous entraînez les jeunes et les travailleurs parce que vous êtes des militants honnêtes, les travailleurs vous font confiance, mais vous les entraînez à faire une politique qui n'est ni la vôtre, ni la leur. Vous faites la campagne électorale pour que M. Spaak défende l'Europe gaulliste bien que vous ayez des idées totalement opposées au gaullisme.

Mais ce qu'il y a de plus grave c'est que, pendant que vous vous acharnez à démolir un bureaucrate, à remplacer un mou par un dur, il y a le reste des problèmes que vous négligez. Par exemple quand les travailleurs belges étaient en grève la chose la plus importante à faire était de donner toutes les chances à ce mouvement. Vous avez tenté de le faire. En prenant à votre compte la marche sur Bruxelles vous aviez parfaitement raison. Mais que s'est-il passé ? La direction des syndicats et la direction du PSB vous ont *interdit* d'utiliser les micros pour défendre cette thèse. Ils vous ont *interdit* les moyens d'expression. Ils *vous ont empêché* d'organiser réellement cette marche. Ils ont *intrigué* pour vous discréditer ; ils n'ont pas hésité à *vous salir*.

Que fallait-il faire ? Rester disciplinés ? Qu'y avait-il de plus important ? La marche sur Bruxelles ou la discipline derrière Van Acker, Renard et les autres ?

Vous avez choisi la deuxième solution. Vous avez capitulé. Vous n'avez pas été jusqu'à dénoncer votre propre direction. Ce pas, vous n'avez pas voulu le franchir publiquement, et pourtant vous savez très bien que les travailleurs les plus combatifs avaient fourni cette étape. Il fallait leur donner confiance. Il fallait que ces travailleurs les plus dynamiques puissent retrouver chez vous l'expression de leur volonté.

Vous avez enterré la marche sur Bruxelles et vous avez eu tort. Vous étiez conscients de la manœuvre de la direction syndicale et du parti et vous vous êtes tus pour ne pas briser la discipline.

Mais c'était le sort de la grève qui se jouait. Vous deviez

mettre toute votre énergie du côté de cette résolution ; contredire Renard, montrer la démagogie de l'abandon de l'outil.

Si vous l'aviez fait que ce serait-il passé ? Une partie des travailleurs vous aurait suivi, une autre aurait peut-être refusé de le faire. Mais il fallait en tout cas engager la bataille contre la direction syndicale et politique car même si cette marche n'avait pas eu lieu, aujourd'hui beaucoup de travailleurs pourraient reconnaître que vous aviez raison.

Vous avez lancé une idée, l'idée était partagée par la majorité des travailleurs, elle était juste ; il fallait la défendre jusqu'au dernier moment. Il fallait combattre votre propre direction avec autant d'énergie que vous avez combattu le Gouvernement et la police.

Demain quand vous serez dans les assemblées pour détrôner tel mou au profit de tel dur, vous allez vous trouver seuls devant un appareil de bureaucrates. Les travailleurs ne seront plus avec vous, ils seront repartis chez eux, ne croyant plus à ces formes de lutte. Vous essayerez de les raccrocher, mais leur défaite leur aura enlevé un peu plus de leur confiance dans le parti et le syndicat, et les raisons qui vont les détacher de ces appareils sont positives, vous le savez. Ils auront pris conscience de leur trahison. Vous devez rester avec ces éléments les plus conscients et leur apporter votre soutien plutôt que de soutenir un appareil qui a fait échouer le mouvement.

A l'intérieur vous serez seuls à lutter contre ces appareils inamovibles, vous vous userez et vous aussi peut-être irez rejoindre les dégoûtés dans la tristesse de l'isolement.

Si nous pouvons vous le dire avec assurance, c'est qu'en France les choses se sont passées ainsi et que si la classe ouvrière ne veut plus se battre pour le moment c'est qu'elle n'a plus rien à quoi se raccrocher. Les militants qui s'efforcent de recoller les organisations qui ont traîné les travailleurs de défaite en défaite n'arrivent plus à redonner confiance aux ouvriers, dont la méfiance est le résultat de plusieurs années de trahison et d'échecs.

Nous le disons clairement : la bureaucratie ne peut mener les travailleurs qu'à la défaite. Vous vous taisez sur la bureaucratie pour ne pas briser l' « unité ». Mais, vaut-il mieux que les travailleurs subissent leur défaite dans l'unité plutôt que dans la division ? Le problème est mal posé.

L'essentiel est que les travailleurs prennent conscience de la réalité. Ce n'est que dans cette mesure qu'ils seront capables de vaincre. Il faut d'abord qu'ils soient conscients. Que cette prise de conscience amène au début une division au sein même de la classe ouvrière c'est fatal ; mais ce sont les travailleurs les plus conscients qui joueront le rôle d'avant-garde, ce n'est plus la bureaucratie.

Dans les années qui viennent les travailleurs combatifs seront de plus en plus repoussés par la bureaucratie et ses

méthodes ; par contre cette dernière attirera les mous, les arrivistes et les carriéristes. L'avenir de la bureaucratie va dans ce sens. Il n'y aura pas de renouveau. Les vieilles générations de lutteurs disparaîtront peu à peu de ses rangs, soit parce qu'ils seront éliminés par l'âge, soit parce qu'ils seront corrompus par les appareils, soit parce que la corruption de l'appareil les aura complètement dégoûtés.

Nous devons envisager le mouvement ouvrier dans sa perspective historique et ne pas faire de la politique à la petite semaine.

Peut être faudra-t-il que des luttes ouvrières soient encore écrasées ou vaincues pour que les travailleurs prennent clairement conscience, et du rôle de la bureaucratie et du leur propre. Mais ces luttes ne seront pas vaines si les révolutionnaires savent les utiliser pour faire avancer la conscience des travailleurs.

Quand les militants de gauche vous disent en aparté que la bureaucratie syndicale trahit les travailleurs, et demandent dans les meetings à ces derniers de faire confiance à la bureaucratie, ils trompent eux aussi les travailleurs et ils se trompent eux-mêmes. Aujourd'hui, précisément un des motifs qui empêchent les travailleurs les plus conscients de radicaliser leur position est celui *de l'unité*.

Dans des mouvements comme ceux de Belgique on trouve deux blocs bien distincts : d'un côté la bourgeoisie avec ses forces de police, et de l'autre les travailleurs. Mettre en question la direction du mouvement, critiquer les syndicats ou le PSB, n'est-ce pas affaiblir le camp des travailleurs face à l'adversaire ? N'est-ce pas démoraliser certains éléments du camp ouvrier ? La meilleure tactique n'est-elle pas de souder les travailleurs dans un seul bloc ?

L'unité de la classe ouvrière est certainement une des conditions essentielles de sa force ; mais d'abord le principe de l'unité ne peut absolument pas être le prétexte à n'importe quel compromis. On ne peut pas toujours sacrifier l'action à l'unité.

Ainsi quand la centrale chrétienne se refusait de participer au mouvement, les travailleurs belges devaient-ils sous prétexte d'unité s'interdire de faire grève comme les leaders de la majorité de la FGTB le leur conseillaient ? Les travailleurs les plus combatifs ont répondu non. Ils ont lancé le mouvement et ils ont eu raison.

Le prétexte de l'unité à tout prix ne sert en réalité que la bourgeoisie. L'unité totale des travailleurs ne se réalise que très rarement. Il y a toujours dans tous les mouvements une hiérarchie dans la combativité qui va du jaune au bagarreur. Prétendre qu'il faille attendre que tous les jaunes veuillent bien se décider à faire grève est de l'utopie pure et simple. Nous savons très bien qu'il y aura des travailleurs qui ne feront jamais grève à moins qu'on ne les y oblige. Ce ne sont

pas ceux-là qui déterminent un mouvement, ils ne sont qu'un poids mort.

Si les grévistes sont forts, décidés, les jaunes ne se montreront pas ; si au contraire les grévistes se montrent indécis, faibles, sans initiative, si les grévistes ne s'occupent pas de la grève, restent chez eux à attendre, le poids mort des jaunes basculera vers les « forces de l'ordre ». Ils auront plus peur des patrons que des grévistes et arriveront ainsi à faire échouer le mouvement.

C'est donc toujours sur la partie la plus décidée du mouvement que reposent les chances de victoire. C'est cette partie la plus combative qui est capable par son dynamisme et son combat d'entraîner les moins combatifs.

Par exemple, en France, lorsque tous les syndicats et partis de gauche invitèrent à manifester lors du 27 mai contre de Gaulle, cette manifestation qui rassemblait 500 000 personnes n'avait aucune signification, dans la mesure où ceux qui étaient rassemblés étaient incapables de faire autre chose que de chanter *la Marseillaise* et de se disperser dès que le service d'ordre le leur demandait. Les journaux avaient beau saluer l'unité du peuple parisien, ceci ne voulait rien dire. La preuve c'est qu'au même moment où 500 000 personnes clamaient : « de Gaulle ne passera pas », le Président de la République appelait ce dernier à l'Elysée.

On peut supposer que si à ce moment une minorité de dix à vingt mille personnes avait rompu le service d'ordre et avait lancé des mots d'ordre plus radicaux — qui en fait auraient brisé l'unité — elle aurait aussi donné un autre sens à cette kermesse et aurait pu cristalliser un courant important.

L'unité dans le calme, l'unité dans la passivité ne peut servir que la bourgeoisie. Cette unité-là, nous nous y opposons de toutes nos forces.

Aujourd'hui en France la classe ouvrière ne bouge pas, et bien qu'elle soit unie dans sa passivité, nous n'en tirons aucune gloire, aucun avantage.

Il y a d'autre part l'unité dans le combat.

Quand une armée de grévistes décide de lutter pour ses objectifs, il n'y a que deux façons de réaliser l'unité des combattants, c'est-à-dire des grévistes.

La première, c'est la discipline aux mots d'ordre. C'est la reconnaissance inconditionnelle de toutes les directives de ceux qui dirigent le mouvement. C'est l'obéissance aux chefs syndicaux, de la même nature que celle du gendarme à ses supérieurs. C'est la réduction des grévistes au rôle de simples exécutants. Cette unité là, nous lui dénions toute valeur parce qu'elle va à l'encontre du but que les travailleurs recherchent.

Dans leur lutte les travailleurs résistent à l'oppression de la bourgeoisie et cette résistance a en elle-même un contenu libérateur. Les travailleurs ne veulent plus être considérés comme des rouages dans un appareil d'exploitation, ils veulent

montrer qu'ils sont des hommes. L'organisation de leur lutte doit être à la mesure de ce principe ; dans leur lutte les travailleurs ne doivent pas retrouver la forme de domination qu'ils subissent dans la société.

Si, après qu'il n'a été qu'un pion dans la société capitaliste, les chefs syndicaux proposent à l'ouvrier de n'être qu'un pion dans son combat contre cette société, sa lutte n'a plus de sens. Cette obéissance correspond peut-être au niveau idéologique d'un gendarme, elle ne peut satisfaire un prolétaire en lutte. Cette unité n'est qu'une unité de façade, elle a le même contenu que l'unité de l'armée. L'unité de l'armée n'existe que parce qu'il y a la prison et le conseil de guerre.

L'unité ouvrière dans la lutte existe au départ parce que les travailleurs ont librement consenti le combat et qu'ils décident de le mener. Ils doivent l'assumer ; nous en arrivons ainsi à la deuxième façon de réaliser l'unité ouvrière. C'est la façon dont tous les mouvements populaires l'ont réalisée, depuis la Révolution française jusqu'à la Révolution hongroise en passant par la Commune. C'est l'unité basée sur la démocratie des travailleurs.

Cette unité là est solide dans la mesure où elle est basée sur la détermination libre et consciente de leur lutte par les travailleurs eux-mêmes.

Quand un mot d'ordre sera donné il sera l'expression des travailleurs, si non de tous, du moins de la majorité et cela comme nous l'avons déjà vu a une répercussion sur le combat lui-même.

Cette unité sur les décisions prises en commun nous devons la reconnaître comme valable, nous devons la défendre, mais c'est la seule.

Quand les syndicats disaient aux travailleurs : « Il faut attendre pour faire grève, bien la préparer, etc... » et que ces derniers rechignaient, les syndicats brandissaient le mythe de l'unité. Quand les syndicats voulaient des meetings pacifiques et ne voulaient pas que les travailleurs manifestent, ils brandissaient le slogan de l'unité. Le prétexte d'unité a servi à tout.

Il n'a servi en réalité qu'une cause, celle de la direction syndicale, celle des mous. Le principe de l'unité n'a été qu'un prétexte. Les ouvriers sont restés unis pendant un mois, ils sont restés unis derrière leurs chefs. On peut affirmer que cette unité n'a pas fait avancer les choses.

Comme nous l'avons vu, pour les chefs syndicaux l'unité c'est l'unité derrière leurs mots d'ordre. Rien que cela. Ces chefs, les partisans les plus fervents de l'unité trouvaient très naturel de proposer le Fédéralisme wallon. Le principe de l'unité n'était qu'un piège.

L'unité de la classe ouvrière belge a existé dans la lutte. Le mouvement belge a cristallisé toutes les bonnes volontés, a soudé les travailleurs entre eux. La communauté des travail-

leurs s'est retrouvée dans le combat, mais nous le disons immédiatement, si les dirigeants syndicaux continuent à mener les travailleurs de défaite en défaite, ils détruiront cette unité. Ce sont eux les briseurs de l'unité, les responsables de son usure.

LES LEÇONS DE LA GREVE POUR LES REVOLUTIONNAIRES

Lorsque les bureaucrates du PSB se réunissaient et s'organisaient pour lutter contre les durs ou pour remporter telle ou telle décision, les révolutionnaires, eux, se trouvaient dispersés.

Lorsque la direction syndicale organisait une manifestation en prenant ses dispositions pour qu'elle se termine au plus vite, les révolutionnaires se trouvaient éparpillés dans la foule et en proie aux manœuvres du service d'ordre et de la police.

Les directions syndicale et politique avaient une presse, distribuaient des tracts. Les révolutionnaires n'avaient même pas une ronéo pour exprimer leur opinion, et se contentaient souvent de diffuser *La Gauche*, qui, elle-même, avait un pied dans l'appareil politique du PSB.

Le Gouvernement avait ses objectifs et sa tactique ; la bureaucratie avait ses objectifs et sa tactique. Les révolutionnaires n'ont eu comme objectif et comme tactique, que de pousser le mouvement et d'appuyer les éléments les plus combatifs. C'était une attitude juste, mais absolument insuffisante étant donné l'ampleur du mouvement et les problèmes qui se posaient à lui. De ce fait, les révolutionnaires ont été en infériorité dans le mouvement ; ils n'ont pu empêcher la bureaucratie de conduire le mouvement à la défaite.

Pourquoi ?

En partie, parce que les révolutionnaires eux-mêmes se sont fait trop longtemps des illusions sur la bureaucratie.

En partie, parce qu'ils n'étaient pas organisés.

En partie, enfin, parce qu'ils n'ont pas vu assez tôt et assez clairement que l'objectif principal de leur action devait être de propager l'idée que *le mouvement devait être dirigé par les Comités de grève des entreprises et des localités, démocratiquement élus et fédérés à l'échelle nationale ;* que *le mouvement ne pouvait pas continuer à piétiner sur place, mais devait passer à des formes d'action capables d'arracher la victoire ; qu'un mouvement de cette ampleur ne pouvait pas se limiter à demander le retrait de la loi unique, mais devait se donner des objectifs beaucoup plus durables et profonds.*

Une organisation révolutionnaire en Belgique aurait pu jouer un rôle décisif, d'abord en luttant pour l'épanouissement de toutes les tentatives de collectivisation du mouvement et de direction par la base, pour le rôle souverain de Comités de grève représentant vraiment la base et non nommés par la

bureaucratie ; ensuite, en faisant entrer en contact les travailleurs des diverses localités et en aidant les organismes locaux à coordonner leur action ; enfin, en soutenant les travailleurs qui allaient le plus loin dans la lutte contre le capitalisme et en aidant le prolétariat à formuler clairement l'objectif de sa lutte, qui n'était certainement pas le simple retrait de la loi unique.

Aucune de ces tâches n'a pu être réalisée, parce que les révolutionnaires, qui pourtant étaient loin d'être négligeables comme force numérique au début du mouvement et qui se sont accrus à travers celui-ci, n'avaient ni une organisation, ni un programme, ni des méthodes d'action définies.

C'est la nécessité et l'urgence du regroupement des révolutionnaires dans une organisation et sur un programme prolétariens qui est aujourd'hui la conclusion la plus importante qu'il faut tirer de l'échec de la grève belge.

Les travailleurs ne pourront vaincre que s'ils sont aidés par les révolutionnaires, qui si ces derniers leur donnent confiance en leur propre force en démasquant la bureaucratie syndicale et politique, les aident à prendre en mains leur propre destinée en traçant clairement devant eux une perspective de reconstruction de la société sur une nouvelle base. Seule une organisation révolutionnaire peut accomplir cet immense travail.

C'est à la construction de cette organisation que les révolutionnaires belges doivent travailler dès maintenant.

D. MOTHE.

La loi unique et les " réformes de structure "

La grève appartient aujourd'hui au passé. Cela signifie pour une bonne partie qu'elle appartient à ceux qui ont le moyen de donner au passé le visage qui leur convient. Il est hors de doute que le seul aspect de la grève que la bureaucratie « socialiste » et syndicale est disposé à transmettre, le seul dont elle acceptera de parler, est celui qu'elle s'est efforcé de lui donner. Comme il a été montré dans les textes qui précèdent, la bureaucratie n'a cessé de s'opposer à un élargissement des objectifs de la grève, ainsi qu'à celui des moyens de lutte : le seul mot d'ordre qu'elle ait accepté de diffuser a été celui de lutte contre la loi unique et contre Eyskens. En tant qu'elle dispose de moyens lui donnant accès à la « mémoire » du prolétariat, la bureaucratie a la possibilité de faire accepter par les grévistes l'idée que la grève n'a pas été autre chose qu'un moment de la lutte contre la loi unique, une phase de sa petite guerre parlementaire.

Il vaut donc la peine d'examiner de plus près le mot d'ordre de lutte contre la loi unique, et pour cela la loi unique elle-même.

La loi unique comporte une série de mesures destinées, d'après le gouvernement Eyskens, à redresser la situation économique de la Belgique. Celle-ci est caractérisée essentiellement par la stagnation de la production, la détérioration de la position de l'industrie belge sur le marché mondial, un déséquilibre de la balance des comptes extérieurs compensé jusqu'en 1959 par les revenus provenant du Congo.

En même temps, la structure archaïque et rétrograde du budget belge — dont les recettes sont basées essentiellement sur les impôts indirects — combinée avec la stagnation relative de la production et des revenus, fait que les finances publiques présentent de façon permanente un déficit important. Mais il faut remarquer en même temps que ce déficit, par l'injection de demande supplémentaire dans l'économie qu'il représentait, empêchait que la stagnation ne s'aggrave et ne se transforme en dépression permanente. Or, devant cette situation, que propose le gouvernement, par les diverses mesures contenues dans la Loi unique ?

Eponger le déficit budgétaire en prélevant les sommes

nécessaires sur le pouvoir d'achat de la population. Plus concrètement : d'une part créer des impôts supplémentaires, d'autre part diminuer ses dépenses en supprimant dans certains secteurs comme celui des transports, l'aide de l'Etat et en remplaçant cette aide par l'élévation des tarifs, ou en rognant sur l'aide accordée aux chômeurs. Il s'agit donc essentiellement pour Eyskens de combler le déficit de l'Etat, et par là la loi unique ressemble à l'opération Pinay menée en France en décembre 1958.

Mais deux différences fondamentales séparent les deux opérations : en France c'était le déséquilibre des finances publiques qui était à la racine des difficultés économiques du capitalisme, et la « remise en ordre » budgétaire était une condition immédiate de l'assainissement économique. En même temps, l'opération Pinay prenait place quelques mois après le prébiscite deux fois répété en faveur de de Gaulle, donc à un moment où la bourgeoisie était presque sûre que le prolétariat ne réagirait guère.

Mais en Belgique, le déficit budgétaire était ce qu'il y avait de plus bénin dans le désordre entourant la bourgeoisie belge : la stagnation économique s'était installée dans le pays depuis 1957 ; une région entière, le Borinage, condamnée à la mort par suite de la crise charbonnière, devait être réorganisée autour d'industries nouvelles ; des grèves violentes avaient opposé il y a peu de temps mineurs et policiers et montraient que le prolétariat belge n'accepterait pas facilement de payer les frais d'une réorganisation économique. En dépit de tout cela, le gouvernement Eyskens n'a qu'une pensée : débarrasser l'Etat des charges excédentaires, équilibrer le budget.

Inadaptée à la situation qu'elle prétendait guérir, la Loi unique était bien plus : contradictoire. Alors que le « mal » à guérir était la stagnation de l'économie le remède proposé était essentiellement déflationniste. La stagnation de l'économie provenait d'une insuffisance de la demande dans ses diverses composantes : pouvoir d'achat des consommateurs, investissements intérieurs privés et publics, exportations. Les mesures prévues par la Loi unique n'eussent permis à aucune des composantes de la demande de relancer l'activité économique : elles allaient même dans le sens contraire, puisqu'elles prévoyaient des ponctions sur le pouvoir d'achat de la population d'une valeur d'environ 10 milliards de francs belges, et la réduction du volume des investissements publics. Pour la demande extérieure, d'une part elle échappait de toutes façons au contrôle du gouvernement, puisqu'elle dépendait de la conjoncture internationale ; d'autre part les mesures que le gouvernement avait prises déjà en 1959 pour hâter la modernisation de l'industrie et le développement des productions nouvelles n'avaient eu pratiquement aucun effet : la Loi

unique estimait pourtant inutile de recourir à d'autres mesures que celles précédemment édictées sans succès.

La Loi unique recourait donc à une politique de déflation, c'est-à-dire valable exclusivement en cas de lutte contre une économie en croissance trop rapide, au moment même où l'économie était en état de stagnation ; elle s'apprêtait à attaquer de front la population salariée alors qu'à de nombreux signes la volonté de lutte de celle-ci paraissait s'être reconstituée. Ces contradictions ne deviennent compréhensibles que si l'on remarque que c'est tout le comportement de la bourgeoisie belge qui est contradictoire depuis de nombreuses années (la tentative de restauration de Léopold, par exemple), mais plus particulièrement depuis les premières révoltes au Congo. Il y a un parallèle évident entre la politique congolaise de la Belgique et sa politique économique : les deux témoignent de la même incohérence, de la même persévérance dans l'erreur, de la même stupidité.

Cette stupidité, le parti socialiste en a fait sa joie. Ses leaders, députés et bureaucrates n'ont eu qu'à feuilleter la presse économique étrangère, les rapports des experts et les recommandations d'organismes internationaux pour y lire à la fois le diagnostique du mal, la critique de la Loi unique et les solutions à appliquer.

Au nom de quoi, en effet, le parti socialiste a-t-il critiqué la Loi unique ? Quelle politique de remplacement proposait-il ? Sur les deux plans il existe une identité complète entre les analyses et le programme des bureaucrates et les nécessités d'une gestion adaptée du capitalisme. Entre les socialistes et Eyskens il y a un point d'accord : l'objectif final. Les deux ne doutent pas qu'il est essentiel de « relancer » l'économie belge, les deux posent le problème que soulève l'état de l'économie belge en des termes strictement techniques : il n'y a là pour eux qu'un problème économique, rien de plus. Sur le plan des moyens, il y a opposition : serait-ce que le « socialisme » ferait ici une réapparition qui expliquerait ce conflit ? Non, car l'opposition qui se manifeste ne reflète aucunement le conflit social : simplement, deux conceptions de la gestion du capitalisme sont en présence, ou plutôt, car c'est déjà trop, deux programmes de redressement de la conjoncture.

Le programme du parti socialiste s'inspire en effet tout simplement des recommandations des économistes bourgeois, recommandations qui reflètent à leur tour des pratiques courantes dans d'autres nations capitalistes. La seule différence entre le programme du parti socialiste et la réalité de la gestion d'économies capitalistes voisines réside dans le caractère extraordinairement timoré de ce programme. Celui-ci se résume finalement à réclamer des « réformes de structure », c'est-à-dire une orientation plus moderne de l'économie, tout en laissant l'initiative de ces réformes aux capitalistes eux-

mêmes : la nationalisation de l'électricité et du gaz et la création d'un organisme de « programmation » sont les seules mesures allant dans le sens d'un accroissement de l'intervention de l'Etat. Mais d'ores et déjà dans des pays capitalistes comme la Suède, l'Angleterre et la France le rôle de l'Etat est infiniment plus important que ce que le PSB réclame. Quoiqu'il en soit, même si les socialistes avaient été moins timorés et avaient réclamé le transfert à l'Etat de compétences plus étendues, ils n'auraient fait encore que proposer une mesure qui découle de la logique même de l'évolution du capitalisme. Après plusieurs passages au pouvoir, les socialistes belges découvrent la possibilité d'une extension des attributions économiques de l'Etat : cela n'empêche pas que la bourgeoisie anglaise et américaine, par exemple, aient fait la même découverte, l'une avec Roosevelt, il y a 30 ans, l'autre après la guerre avec Attlee et Churchill. N'importe quel manuel contemporain d'économie politique enseigne que seul l'Etat peut assurer la croissance équilibrée de l'économie capitaliste, notamment par l'action anti-cyclique. Parmi les instruments nécessaires à l'Etat pour qu'il puisse assumer ce rôle de régulateur de l'économie, se trouvent ceux que réclame aujourd'hui le PSB : coordination de la direction économique, contrôle de l'énergie. Les socialistes belges s'arrêtent là, mais les manuels, plus systématiques, poursuivent : nationalisation des industries-clés, contrôle des investissements, contrôle de la demande salariale et soutien du pouvoir d'achat, etc. Pour que le PSB réclame la nationalisation de l'électricité et du gaz, il a fallu qu'un million de personnes descendent dans la rue et fassent crever de peur la classe dirigeante : il ne faut pas douter que lorsque deux millions de grévistes auront fait crever pour de bon la bourgeoisie, le PSB découvrira la nationalisation des industries-clés (privilège dont les ouvriers de chez Renault jouissent depuis 15 ans).

Le PSB n'a rien fait d'autre, dans sa lutte contre la Loi unique, qu'exprimer le point de vue de la bourgeoisie « intelligente », point de vue qui n'arrivait pas à s'exprimer à l'intérieur des formations politiques traditionnelles de la bourgeoisie. Cette constatation, qui nécessite seulement un minimum de clairvoyance, et à laquelle la plupart des envoyés de la presse bourgeoise étrangère ont fait écho, réduit à rien les prétentions du PSB selon lesquelles il appartiendrait à lui seul de résoudre la crise. Le rôle joué par le PSB a été un rôle d' « extra » : les nécessités d'une gestion rationnelle du capitalisme ne parvenant plus à s'exprimer à travers des formations traditionnelles, c'est le PSB qui s'est fait leur porte-parole. A quelle fin ? Quelque temps après la grève, le poids du PSB dans le pays était déjà remis en question, l'issue des élections n'est nullement certaine et le camarade Spaak, qui n'a pas l'habitude de lier son sort aux causes perdues, prend ses distances. Quoi qu'il en soit, la seule question importante

est celle de la situation de la classe ouvrière à l'issue de la lutte qu'elle vient de mener. Puisque certains militants estiment que le sort du prolétariat est lié au PSB, c'est cette illusion qu'il importe d'analyser.

Il existe en effet chez certains militants qui n'ont aucune tendresse envers la bureaucratie du PSB ou de la FGTB l'idée qu'une politique du type de celle proposée par la bureaucratie à propos de la Loi unique pourrait constituer le point de départ d'une action réellement socialiste, à condition d'être menée plus systématiquement et plus courageusement : cette idée est celle, notamment, de nombreux Jeunes Gardes Socialistes. Confrontée à la réalité elle est cependant inacceptable : là où la lutte de la bureaucratie a été beaucoup plus énergique qu'en Belgique, en France par exemple à la Libération ou en Angleterre, l'issue de cette lutte n'a jamais signifié une évolution ultérieure vers le socialisme. D'une part en effet le capitalisme a parfaitement absorbé les réformes apportées par la bureaucratie ouvrière : là où cette bureaucratie n'est pas intervenue, comme aux Etats-Unis, c'est la bourgeoisie elle-même qui, triomphant de ses secteurs arriérés, a « réformé » son propre système. C'est la carence dans des pays comme la France ou l'Angleterre, de la bourgeoisie elle-même qui a permis à la bureaucratie ouvrière, prenant momentanément la direction, d'appliquer les réformes que celle-là aurait pu réaliser seule : le Labour Party ayant dû abandonner le pouvoir, le parti Conservateur a laissé intacte l'œuvre de son prédécesseur, et la situation fut absolument identique en France. Mais si le socialisme n'a pas résulté des réformes opérées par la bureaucratie dans la structure de l'économie et de l'Etat, c'est pour une raison plus profonde : c'est qu'il n'existe aucun rapport entre ces réformes et le socialisme. Par exemple la nationalisation, dans le langage des bureaucrates, est synonyme de socialisme : qu'en est-il véritablement ? Quelle modification la nationalisation entraîne-t-elle dans l'usine ou au bureau ? Les ouvriers de chez Renault, les mineurs anglais et français, les employés communaux belges eux-mêmes ne la perçoivent pas. La raison en est claire : la nationalisation ne signifie rien sur le plan des rapports entre les ouvriers ou les employés et leurs chefs, les dirigeants des usines et des administrations : ces rapports restent inchangés. Elle n'intéresse que les rapports de deux entités avec lesquelles les travailleurs n'ont rien en commun : l'Etat et les propriétaires privés.

La preuve en est fournie d'ailleurs par les arguments d'un spécialiste des questions économiques dans le journal *La Gauche*. Dans cet article intitulé « Minimum » il est écrit : « Devant la carence de l'initiative privée belge les travailleurs « revendiquent donc (lire : devraient revendiquer) à bon « droit la mise en œuvre de l'initiative publique. Ils exigent

« (lire : doivent exiger) *que l'Etat fasse ce que la bourgeoisie « ne fait pas* » (3 décembre 1960).

Les travailleurs doivent donc exiger que l'Etat rationalise et planifie son économie et de plus qu'il crée une société d'investissements pour financer l'industrie privée et pour l'empêcher d'être écrasée par les grands trusts !

Nous citerons encore ici un passage significatif car ce texte vient de l'aile gauchiste du PSB et représente de ce fait l'idéal qui rassemble une partie de l'avant-garde en Belgique :

« Nous avons évoqué plus haut la position difficile des usines même importantes lorsqu'elles sont indépendantes d'un grand trust. Les usines que construira la Société nationale des investissements se trouveront semblablement handicapées si l'Etat n'assure pas pour elles les trois services (recherche technologique, étude de marché, recherche opérationnelle) dont toute usine a besoin.

Mais pourquoi limiter ce service aux seules entreprises publiques ? L'Etat distribue actuellement à l'industrie privée d'énormes subventions sur le taux d'intérêt. Cette aide n'atteint pas son but parce que le frein a l'initiative industrielle n'est nullement dans le manque de rentabilité des investissements mais dans l'impuissance des entreprises à faire ces investissements à cause de leurs dimensions insuffisantes ou de la structure de leur branche.

Pour lancer une nouvelle fabrication il ne suffit pas en effet de construire une usine et d'acheter des machines. Il faut d'abord mettre au point des prototypes, sonder les marchés et tester le produit sur ces marchés. Ces études préalables sont longues et coûteuses. Elles exigent surtout une accumulation de données techniques, d'informations commerciales, de brevets dont seuls disposent aujourd'hui les bureaux d'études des grands trusts mondiaux... »

Et plus loin :

« En attendant il y a dans la création d'un tel centre une occasion de servir l'industrie même privée de façon infiniment plus profitable pour elle et pour tous que l'actuelle distribution des subventions à la ronde ».

On voit donc que, de l'aveu même de leurs partisans, les « réformes de structure » visent à renforcer le rôle économique de l'Etat *capitaliste*, ou à *aider les capitalistes privés*, ou — en fait — les deux à la fois. Et c'est pour cet objectif que devraient se battre les travailleurs !

Sous leur forme la plus timide, qui est celle que leur donnent les socialistes belges, les réformes réclamées par la bureaucratie ne sont que des réformettes, le vin léger avec lequel le capitalisme se désaltère. Dans leur aspect le plus systématique ces réformes entraînent d'importantes modifications du capitalisme : mais, ainsi que nous venons de le dire à propos des nationalisations, ce qui se trouve modifié c'est seulement le rapport existant entre l'Etat et les capitalistes privés, l'Etat

se voyant attribuer aux dépens de ceux-ci certaines fonctions économiques. C'est pourquoi à propos de la Loi unique, il est faux, pour ceux qui luttent avec le prolétariat et acceptent l'objectif de la gestion ouvrière de la production et de la société, de « reprocher » à la bureaucratie d'avoir adopté une attitude timorée vis-à-vis de la Loi unique : une politique plus combative eut été tout aussi condamnable tant qu'elle n'eut adopté d'autre objectif que les « réformes de structure », c'est-à-dire tant qu'elle eut continué de proposer aux travailleurs de combattre pour la modernisation de la forme de leur propre exploitation.

Et, en effet, pour certains « socialistes », les réformes de structure » se justifieraient parce qu'elles contribueraient à la modernisation du capitalisme belge. La question se pose alors : pourquoi la classe ouvrière devrait-elle se battre pour la modernisation du capitalisme ? Est-ce que cette modernisation, comme telle, améliore sa situation ?

La réponse est : absolument pas. Que le capitalisme soit modernisé ou pas, la situation de la classe ouvrière dépend de sa combativité, de son rapport de force avec la classe capitaliste et son Etat. Même sous le capitalisme moderne, le niveau de vie de la classe ouvrière n'augmente pas automatiquement ; il n'augmente que si les ouvriers revendiquent et sont prêts à appuyer leurs revendications par la lutte. Et cette augmentation du niveau de vie est rachetée par une accélération infernale du travail dans les entreprises, par une « discipline » constamment renforcée au sein de la production.

Est-ce que la modernisation du capitalisme est une « étape nécessaire » qui nous rapproche du socialisme ? Absolument pas, il n'y a pas d'étapes nécessaires de ce genre. Si la révolution prolétarienne ne le détruit pas, le capitalisme traversera d'autres « étapes » ; après ce que nous appelons aujourd'hui le capitalisme moderne, il y aurait dans ce cas autre chose, qui serait toujours une société basée sur l'exploitation et l'oppression des travailleurs. La seule chose qui nous rapproche du socialisme, c'est la lutte ouvrière culminant dans la révolution. Les transformations du capitalisme après chaque crise ne le rapprochent pas du socialisme, elles lui permettent au contraire de retrouver chaque fois un nouvel équilibre — qui dure jusqu'à la prochaine crise. Dire que, au lieu de profiter de ces crises pour se débarrasser du capitalisme, la classe ouvrière doit l'aider à les surmonter en se modernisant, c'est en fait parler en avocat du capitalisme.

La Loi unique envisageait une série de réformes, le PSB et la FGTB en proposaient d'autres : pour tous il s'agissait d'adapter le capitalisme belge à des conditions intérieures et extérieures nouvelles, pour Eyskens comme pour les dirigeants socialistes il s'agissait aussi de prouver qu'eux seuls détenaient le secret de cette adaptation. La situation en était là lorsque, soudainement, les travailleurs firent grève. A partir

de ce moment la question économique n'était plus qu'une façade devant le véritable problème, celui du pouvoir, c'est-à-dire celui de la direction de la société. Comme nous l'avons dit, le prolétariat ne parvint pas à formuler clairement ce problème qu'il avait pourtant lui-même posé en descendant dans la rue. Ce qu'il parvint pourtant à faire, et ceci d'autant plus facilement que la chose n'avait et ne pouvait avoir aucun sens pour lui, ce fut de démystifier la question de la Loi unique : la situation créée par l'intervention du prolétariat reléguait au second plan la question qui jusqu'alors avait paru être la seule, celle de savoir qui, entre les bureaucrates socialistes et les politiciens bourgeois traditionnels, sauverait le capitalisme belge. Le rôle des militants ouvriers ne peut donc en tous cas pas être de contribuer à réintroduire dans le prolétariat une mystication dont celui-ci s'est débarrassé en janvier, il ne peut être d'appuyer les objectifs économiques ou politiques de la bureaucratie : « modernisation », conversion, nationalisation, programmation. Il doit clairement amener les militants à exprimer et à organiser ce qui est resté encore implicite en janvier : l'opposition totale du prolétariat à l'exploitation capitaliste, modernisée ou archaïque, nationalisée ou privée, programmée ou traditionnelle, peu importe.

S. CHATEL.

ACHEVÉ D'IMPRIMER SUR LES PRESSES
DE L'IMPRIMERIE ROUENNAISE (S.-M.)
DÉPOT LÉGAL 1er TRIMESTRE 1961

Quelques textes publiés dans
SOCIALISME OU BARBARIE

Socialisme ou Barbarie (N° 1).

L'ouvrier américain, par Paul ROMANO (N°s 1 à 6).

Les rapports de production en Russie, par Pierre CHAULIEU (N° 2).

La bureaucratie yougoslave, par Pierre CHAULIEU et Georges DUPONT (N°s 5 et 6).

Machinisme et prolétariat, par Philippe GUILLAUME (N° 7).

Le stalinisme en Allemagne orientale, par Hugo BELL (N°s 8 et 9).

La vie en usine, par Georges VIVIER (N°s 11 à 17).

Le problème du journal ouvrier, par D. MOTHÉ (N° 17).

Les luttes ouvrières en 1955 (N° 18).

Le totalitarisme sans Staline, par Claude LEFORT (N° 19).

La révolution hongroise (N° 20).

La bureaucratisation en Pologne (N° 21).

Sur le contenu du socialisme, par Pierre CHAULIEU (N°s 17, 22, 23).

L'usine et la gestion ouvrière, par D. MOTHÉ (N° 22).

Révolution et contre-révolution en Chine, par P. BRUNE (N° 24).

La crise française et le Gaullisme (N° 25).

Prolétariat et organisation, par Paul CARDAN (N°s 27 et 28).

Le contenu social de la lutte algérienne, par Jean-François LYOTARD (N° 29).

Les ouvriers et la culture, par D. MOTHÉ (N° 30).

La perspective révolutionnaire sous le capitalisme moderne, par Paul CARDAN (N°s 31 et 32).

Cent cinquante ans de « progrès » et de « démocratie » ont fourni la preuve que toutes les réformes qu'on pourra appliquer au régime capitaliste ne changeront pas la situation réelle du travailleur. L'amélioration du pouvoir d'achat ouvrier, obtenue par des luttes incessantes, est compensée par l'augmentation continue des besoins, et surtout elle est durement payée par l'accélération et l'intensification permanente du travail, par la transformation de l'ouvrier ou de l'employé en automate. Les droits politiques et autres conquis par les ouvriers n'empêchent pas que la société continue à être dominée par une classe privilégiée de capitalistes et de grands bureaucrates, qui la dirigent dans leurs propres intérêts.

La bureaucratie inamovible qui dirige les partis et syndicats réformistes fait partie du régime, elle utilise les luttes ouvrières pour se tailler une place dans sa gestion. La bureaucratie « communiste » veut utiliser les luttes ouvrières pour établir un régime de type russe, trompeusement intitulé « socialiste », où les dirigeants de l'Etat et de l'économie prennent la place des patrons privés cependant que la situation réelle du travailleur reste inchangée.

Les travailleurs ne seront libérés de l'oppression et de l'exploitation que lorsque leurs luttes aboutiront à instaurer une société *véritablement socialiste*, où les *Conseils de travailleurs* auront tout le pouvoir, où la production et l'économie seront soumises à la *gestion ouvrière*. La seule voie conduisant à une société socialiste, c'est *l'action autonome et consciente des masses travailleuses*, non pas le coup d'Etat d'un parti bureaucratique et militarisé qui instaure sa propre dictature.

Pour défendre ces idées et les diffuser dans la classe ouvrière, une nouvelle organisation révolutionnaire est nécessaire, qui sera basée sur la *démocratie prolétarienne*. Les militants n'y seront plus des simples exécutants au service d'une bureaucratie dirigeante, mais détermineront eux-mêmes l'orientation et l'activité de l'organisation sous tous ses aspects. L'organisation ne visera pas à diriger la classe et à s'imposer à elle, mais sera un *instrument* de sa lutte.

Ces idées, exprimées depuis 1949 dans la revue *Socialisme ou Barbarie*, et dans son supplément mensuel *Pouvoir Ouvrier*, forment la base de l'organisation *Pouvoir Ouvrier* en France. Des groupes fondés sur les mêmes conceptions existent en Angleterre (*Agitator for Worker's Power*) et en Italie (*Unità Proletaria*).

Supplément au N° 32 de **Socialisme ou Barbarie**

Prix : 1 N.F. : Belgique, 5 Frs belges — *Le Gérant* : G. ROUSSEAU